



Le Réseau

Publication de l'OVR-CH

N° 56 - Août 2016

Cohérence et engagement dans l'action

Il est des moments où les circonstances de la vie présentent de curieux raccourcis, permettent des échanges et des enseignements intéressants. Certaines nous tournent vers le passé et nous font réfléchir à l'engagement qui a été pris ; d'autres portent notre regard vers le futur et nous montrent incidemment des pistes à suivre.

Le thème de la table ronde de l'Assemblée générale de cette année a abordé les problèmes des soins de santé dans les milieux ruraux de Roumanie. Une approche nuancée de l'état des lieux du système de santé et une analyse approfondie de ses racines et de ses transformations post-collectivistes ont clairement montré que des changements de paradigmes et de caps sont porteurs de nombreux déséquilibres que doivent subir les différentes tranches de la population du pays. De disparités criantes sont apparues, pour ne pas parler de véritables fossés, entre les mondes rural et urbain. La santé est devenue un marché ; elle n'est plus un service, par manque de partage et de solidarité sociale.

Sommaire

- **Edito**
Cohérence et engagement dans l'action
- **Assemblée générale d'OVR-Suisse**
. Séance statutaire
. Les soins de santé dans les milieux ruraux de Roumanie
- **Association Vevey-Goicea**
Principales étapes et points de repère
- **Commission « Pompiers »**
. Un convoi exceptionnel en Roumanie
. Une délégation de pompiers roumains en Suisse
- **Le mouvement OVR est en deuil**
Hommages à Mihnea Berindei et à Ton van Rijen
- **Nouvelles de Roumanie**

Textes : Mmes & MM. Rose-Marie KOCH, Alain NICOLA, Pierre-André RODUIT, Vera et Hubert ROSSEL, IGSU Suceava

Photos : Pierre LEBACQ, Hubert ROSSEL, Association Vevey-Goicea, www.axentesever.com, IGSU Suceava, Google Earth

Rédaction et mise en page : Hubert ROSSEL

La société civile peut jouer un rôle de subsidiarité dans ce domaine, pour autant que cela réponde à une demande locale et pour autant qu'il y ait un suivi dans l'action. Soutenir un médecin de famille, aider à concevoir un réseau de soins sont des pistes à étudier avec les partenaires locaux. Des projets simples, ciblés, qui permettent de connaître les familles et l'environnement social. A condition que nous soyons cohérents ! Car la notion de réseau et l'importance de l'écoute ne sont pertinentes que s'il y a un engagement ferme. Tout un programme pour la commission « Santé » !

Le partage, la complémentarité et la cohérence sociale se retrouvent aussi dans la façon d'agir de la commission « Pompiers ». L'engagement avait commencé avant le projet soutenu par le programme d'aide de la Confédération. Ce dernier vient de se terminer, mais la façon dont l'engagement a été géré montre à l'envi qu'il se poursuivra avec la même cohérence auprès de nos partenaires roumains et des réseaux qu'ils ont progressivement formés entre eux. Sans parler de ceux que nous avons formés ici, et des nouvelles associations qui se sont créées grâce à cette fidélité dans l'engagement. La récente visite en Suisse d'une délégation de l'ISU pour un séjour de travail n'a fait que souligner ce partage d'expériences et le renforcement de notre collaboration.

La récente disparition brutale de deux amis, membres d'OVR, nous a fort affectés et l'hommage que nous leur rendons se veut l'expression du partage de notre douleur avec les membres de leur famille. Mais le regard porté sur leur parcours de vie montre que, l'un et l'autre, ont marqué le mouvement *Opération Villages Roumains* de leur empreinte, chacun à leur manière et dans leurs domaines spécifiques. Ils étaient des gens cohérents et engagés dans l'action, ceux sur qui on peut compter, parce qu'ils respectent leurs engagements et qu'ils vont jusqu'au bout de ce qu'ils ont décidé de faire ! Des personnes engagées, des personnalités honnêtes et compétentes, avec ce même désir de favoriser les contacts entre les gens et ce même intérêt marqué pour l'approche des populations.

Hubert ROSSEL

Assemblée générale d'OVR-Suisse

Moutier, le 16 avril 2016

Matin – Séance statutaire

Pour la seconde fois, après 2010, la Commission Roumanie de la Ville de Moutier accueillait l'Assemblée générale de l'OVR-CH.

Une quarantaine de personnes, les délégués d'une majorité d'associations et communes membres, des membres individuels, les délégués de OVR-Solidarités (F) et Partenariat Villages Roumains (B).

Aux points statutaires courants, il faut noter l'adoption du Rapport d'activité et des comptes 2016, ainsi que du budget 2017, enfin la réélection par acclamation des huit membres du Comité sortant.

Un contact impromptu avec le Président de l'Association Monthey-Telciu permet d'augurer une rencontre en terre valaisanne l'année prochaine.

Pour boucler le projet « Pompiers » mis en œuvre dans le cadre de la Contribution fédérale à l'élargissement de l'Union européenne, l'inauguration d'un douzième centre aura lieu en mai, en partenariat avec Vevey-Goicea. Avec les corps de pompiers volontaires qui se développent en Roumanie, les demandes de véhicules et matériels sont nombreuses. Si du matériel continue d'être proposé, l'OVR-CH poursuivra son action. Les communes demandeuses devraient alors assurer le financement de la formation des pompiers volontaires, ainsi que l'acheminement des véhicules et autres matériels. Les partenariats OVR-CH resteraient toutefois prioritaires.

La commission « Santé », dont l'action s'étend maintenant sur plusieurs départements, est aussi très sollicitée. Même si les hôpitaux financent les transports, la récupération en Suisse dépend de soutiens extérieurs.

Lors de leurs allocutions, SE Madame Opriș, Ambassadeur de Roumanie à Berne, et Monsieur Maxime Zuber, Maire de Moutier, ont exprimé leur soutien et encouragements aux personnes qui s'activent depuis bientôt trente ans sur le terrain. Monsieur Dorin Rusu, Maire de Chiril et partenaire de Moutier, s'est déclaré particulièrement satisfait que sa commune fasse partie du centre pompier réunissant douze villages de la région.

L'après-midi, des exposés denses, mais concrets, sur le thème « santé », toujours d'actualité en Roumanie, susciteront d'intéressants échanges :

- Approche des problématiques de santé se posant à la Roumanie post-collectiviste ;
- Aujourd'hui dans nos villages partenaires, quelles sont les conditions d'accès des habitants aux soins ?
- Regard sur la vie sociale et communautaire des villages. Quel serait notre soutien à l'accès aux soins de santé des villageois loin des centres de santé urbains ?

Ils sont relatés ci-après.

Rose-Marie KOCH



Pierre Lebacqz

SE Madame Anca Opriș, ambassadeur de Roumanie à Berne, a aussi participé à l'assemblée, comme chaque année



Pierre Lebacqz

M. Dorin Rusu, maire de Crucea, exprime sa reconnaissance pour cette longue amitié avec son partenaire de Moutier

Après-midi – Les soins de santé dans les milieux ruraux de Roumanie

L'après-midi de l'AG 2016 fut consacré à une table ronde pour partager trois visions complémentaires sur l'évolution et la situation actuelle de la santé en Roumanie. Nous en retraçons ci-dessous un aperçu, sans avoir la prétention de la résumer dans son intégralité : présentations et réflexions sur la thématique de la santé en Roumanie.

1.- Problématiques de la santé post-collectiviste en Roumanie

Dans un premier temps, la parole fut donnée à M. Emmanuel Bioteau, Maître de Conférences et chercheur à l'Université d'Angers⁽¹⁾, invité par le Comité OVR-CH, qui présenta un état des lieux nuancé du système de santé en Roumanie et une analyse approfondie de ses racines et de ses transformations⁽²⁾.

La Roumanie n'est pas un cas à part. Tout comme beaucoup de pays d'Europe centrale et orientale, elle représente un exemple de "rupture" entre une gestion de la santé selon un modèle collectiviste et des orientations plus libérales prônées en Europe de l'Ouest. L'évolution des pratiques et des modèles selon des formes imposées par l'extérieur ont entraîné au niveau local des disparités spatiales et sociales. La "brutalité du changement" de système politique a été retrouvée plus tard dans le système de santé, dont l'évolution sans préparation initiale a eu des effets non-désirés sur la population.

Quatre familles de modèles pour financer les services médicaux et la protection sociale

E. Bioteau a identifié quatre grands systèmes de santé dont voici un résumé :

- Le modèle « bismarckien » : un système de santé et de protection sociale lié au monde du travail, dont la gestion est confiée aux employeurs et partenaires sociaux ;
- Le système basé sur des "principes d'économie libérale de marché", tel celui en Suisse et aux USA, faisant appel à la responsabilité individuelle et à des choix d'assurance privée ;
- Le modèle « beveridgien », également nommé "modèle national", où un organisme unique en assure l'organisation, sous tutelle de l'Etat et financé par l'impôt ;
- Enfin, le système dit « Semashko », hérité de l'Ere Soviétique, dans lequel les services de santé sont totalement gérés par l'Etat qui en est propriétaire.

⁽¹⁾ Emmanuel Bioteau est Maître de Conférences en Géographie à l'Université d'Angers (France). Membre du laboratoire Espaces et Sociétés (CNRS), il développe ses recherches sur les rapports aux territoires des organisations d'économie sociale et solidaire et sur la construction spatiale des solidarités. Outre le grand Ouest de la France, il reste attaché à l'étude des dynamiques territoriales d'Europe centrale et orientale, en particulier la Roumanie.

⁽²⁾ Cf. l'article publié par Emmanuel Bioteau & Sébastien Fleuret : « Géographie de la santé post-collectiviste en Roumanie », Centre ligérien d'études roumaines & ESO (CNRS) – Université d'Angers, 2011.

Ce dernier système, dont Cuba pourrait être le dernier exemple, a une organisation de type pyramidal : un dispensaire local pour les premiers soins, puis un échelon intercommunal, ensuite un hôpital départemental, etc. Tout le monde y a accès, également en milieu rural. Mais ce système a aussi montré ses limites (...). Ce système a perduré en Roumanie jusqu'en 1991 quand le pays est passé à un système dit bismarckien, sous l'influence de partenaires extérieurs (Banque Mondiale, FMI, UE, OTAN). Le financement de ce nouveau système, lié à l'activité professionnelle a directement posé la problématique des personnes sans emploi, notamment dans les régions rurales.

Changement de modèle depuis 25 ans pour aboutir à un système à 3 vitesses ?

En Roumanie, le nouveau système de santé est basé sur le *Fonds National d'Assurance Santé*, décentralisé au départ en 42 entités départementales qui gèrent la redistribution financière aux services de santé sur le plan local. Par défaut de péréquation, cette redistribution s'est rapidement avérée inégalitaire et a été réformée en 2002. Cependant, l'accentuation des disparités sociales et spatiales au niveau de la santé a continué, en lien avec les inégalités socio-économiques des régions et les déséquilibres dans la répartition des ressources publiques de santé (la collecte vers la capitale fonctionne, mais pas la redistribution aux territoires). Un autre point n'a pas évolué : le réseau des hôpitaux militaires a été maintenu hors du système des hôpitaux publics, dont le budget est géré par le ministère de la Défense.

Concrètement, la majorité de la population n'a accès qu'aux soins offerts par l'assurance publique, au bénéfice d'un contrat avec un médecin de famille qui renvoie les patients vers un hôpital public local. Ce dernier doit tourner avec le peu de moyens alloués. La redistribution problématique des subsides financiers sur les régions a entraîné un démantèlement des hôpitaux intercommunaux et une saturation des établissements publics dans les grandes villes, sous-dotés. Dans les villages, les dispensaires sont tombés en désuétude, la plupart condamnés à fermer sauf dans quelques communes qui ont pris la décision de maintenir un dispensaire avec généralement un partenariat public-privé.

Aujourd'hui, le système d'assurance santé tourne à 3 vitesses, entre les personnes les plus démunies qui n'ont recours qu'à la seule assurance santé publique sans moyens

d'aller vers une médecine privée libérale, celles pouvant se permettre de payer des dépassements d'honoraires (ou des paiements de type "dessous de table") et la frange plus aisée de la population, disposant d'une fortune ou d'assurances privées, qui a ainsi accès à des soins dans des cliniques mieux équipées.

Parallèlement, la problématique du personnel de santé sous-payé a entraîné une médecine libérale dite « de l'après-midi » : les patients sont orientés vers des consultations privées données par les spécialistes travaillant à l'hôpital public le matin. A ce propos, notre invité cite les propos de Cseke Attila, ancien ministre de la Santé, qui déclarait en 2010 : « Cette situation doit être éliminée [...]. De fait, aujourd'hui [...] le patient se rend le matin à l'hôpital public, se fait faire les analyses, et est rappelé l'après-midi en clinique privée par le même médecin, où la plupart du temps il doit payer. Ainsi, en pratique, le patient qui paie aussi sa contribution de santé, paie encore l'après-midi une taxe pour les services effectués par l'hôpital public, sur les fonds de l'hôpital public, par le même médecin qui travaille et dans le public et dans le privé. »

Ces dernières années, un autre système de santé est apparu dans le paysage roumain, destiné à une population étrangère. La médecine roumaine est reconnue pour être de qualité et aux tarifs largement inférieurs à ceux pratiqués dans l'UE de l'Ouest. Ce "tourisme médical" est évidemment rentable et se développe actuellement dans les grandes agglomérations, dans les

régions touristiques des Carpates et sur le littoral. Exceptionnellement, ces cliniques ouvrent leurs portes à la population locale en cas d'urgence. Là encore, le citoyen aura plus de chance d'être bien pris en charge s'il vit près de grandes villes qu'à la campagne. Les inégalités spatiales restent donc très marquées.

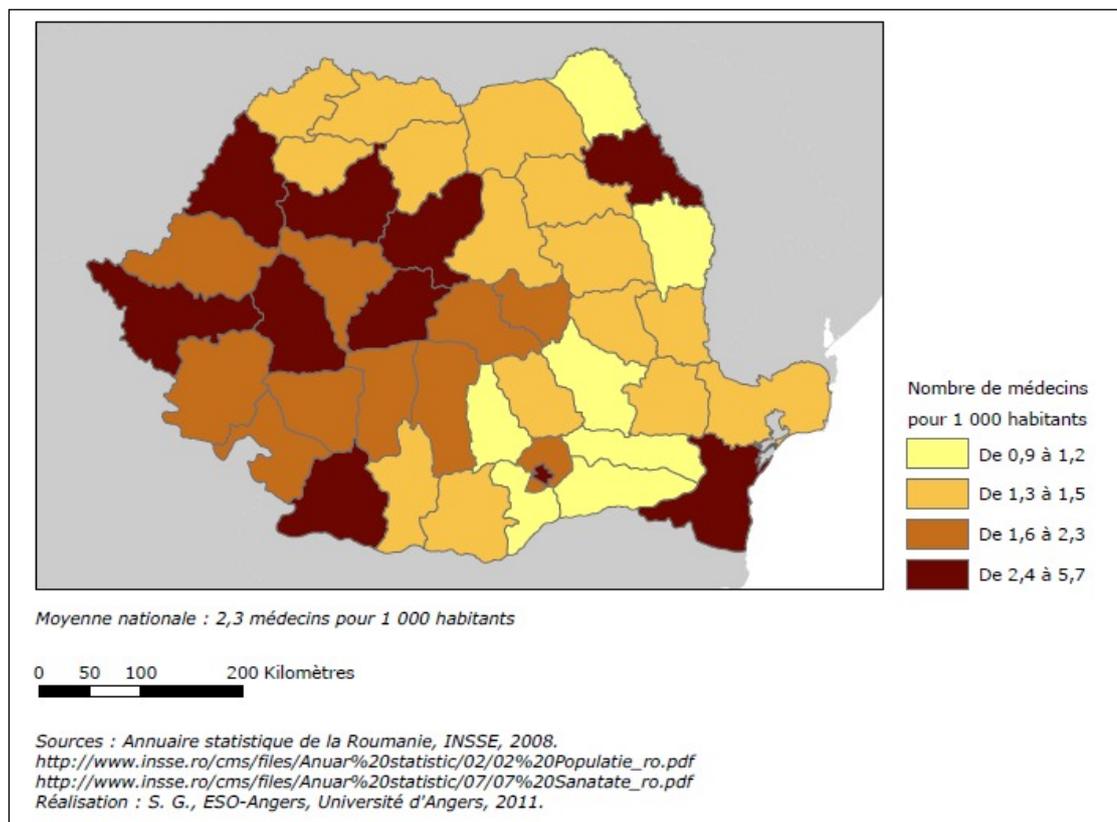
Problématique du désengagement de l'Etat

Affectée par la crise économique dès 2008, la Roumanie ne peut consacrer en 2010 que 3,9 % de son PIB à la santé, c'est-à-dire moins de la moitié de la moyenne dans l'UE. Le taux moyen de médecins pour 1000 habitants, de 2,3 en 2008 (cf. Carte ci-dessous) (3), passe à 1,9 pour 1000, alors que la moyenne approche les 3,5 dans l'UE. Exode massif du personnel médical vers l'Ouest en raison de salaires bien plus attractifs et de cadres de vie confortables... Comment combler ce besoin en praticiens ?

Cette émigration est encouragée dès 2007 par la reconnaissance dans l'UE des titres universitaires roumains en médecine. Les chercheurs de tête affluent, notamment pour combler le vide de praticiens dans les campagnes françaises, où les nouveaux venus ne tiennent pas forcément...

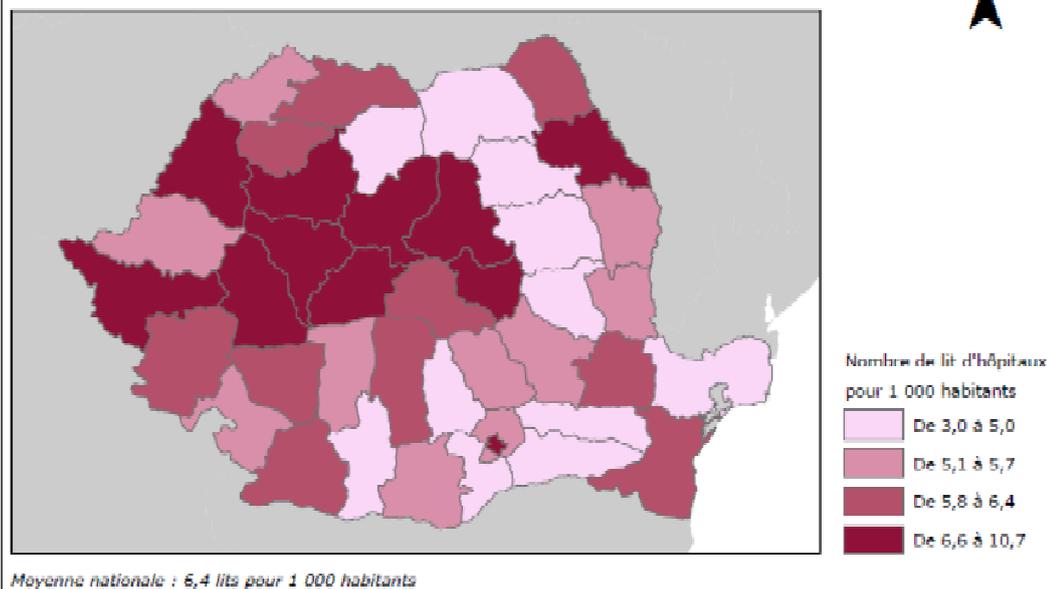
Plus récemment, une étude a montré que sur 350 jeunes étudiants en médecine en Roumanie, 95 % voudraient avoir une expérience d'au moins 1 an à l'étranger et 80 % souhaiteraient y travailler. Les universités roumaines forment donc des

médecins qui vont venir occuper nos postes. Leurs motivations ne tournent pas qu'autour du salaire ! Par exemple, l'établissement hospitalier doit être suffisamment bien doté pour qu'il ne mette pas en péril la réputation du praticien et l'environnement proche doit intégrer une école pour ses enfants. Les résultats ont aussi mis en évidence la question du statut de la femme, les étudiantes étant plus désireuses d'émigrer que les hommes pour des raisons de couverture sociale.



(3) Cf. Note 2.

Indicateurs de santé en Roumanie, par judet, en 2008



Cette question du désengagement de l'Etat a donc pour effet des problématiques globales de société.

Si la première carte montrait le taux moyen de médecins pour 1000 habitants, elle illustre aussi un important déséquilibre spatial, avec une opposition rural / urbain évidente. Pour la compléter, le taux de lits pour 1000 habitants s'est effondré en milieu rural (3 à 5/1000) alors qu'en ville, il s'est maintenu, voire même a augmenté (10,7) avec l'arrivée des cliniques privées. La carte ci-dessus⁽⁴⁾ montre la situation de 2008.

E. Bioteau a également évoqué d'autres oppositions, notamment est / ouest. Dans l'est de la Roumanie, la problématique du taux de natalité très élevé (alors qu'il y a justement peu de places en maternités et dans les services pour la petite enfance...) contraste avec celle du vieillissement touchant l'ouest du pays (avec peu de services adaptés bien que ces régions soient mieux dotées).

Le déséquilibre entre des villes qui peuvent offrir tous les niveaux de services et des milieux ruraux qui n'en ont pas est flagrant. Les milieux urbains et universitaires garantissent un cadre de vie beaucoup plus intéressant pour les cadres médicaux et les familles. Par exemple, quelque 2 500 médecins seraient enregistrés à Timișoara pour environ 300 000 habitants. Et dans certaines villes, le volume de praticiens serait proche de celui des villes les plus riches des USA, alors que dans les campagnes, il avoisinerait celui de l'Ethiopie. La réorganisation du système de santé en agences locales, dès 2002, devait permettre une redistribution, mais elle n'a pas abouti et a donné lieu à ces déséquilibres. Un décret ministériel de 2016 a imposé aux praticiens hospitaliers du secteur public d'assurer 7 heures quotidiennes, ne rendant plus possible de travailler

⁽⁴⁾ Cf. Note 2.

l'après-midi dans le privé, avec des pénalités largement supérieures aux revenus qui pourraient être encaissés par cette pratique libérale complémentaire. Par conséquent, les meilleurs médecins sont rapidement partis et ne travailleront plus que dans le privé. La loi semble avoir renforcé ce fossé.

D'autres solutions sont à relever, comme celles développées par des ONG travaillant sur l'ensemble des problématiques de santé touchant la population (réseau de santé), de façon à mieux apporter les

premiers soins sur place et orienter les malades. E. Bioteau a recensé beaucoup d'initiatives, dont celles de l'association *Caritas* de Ciacova, créée dès le début de l'année 1990 sous l'impulsion du prêtre catholique de cette commune rurale proche de Timișoara. Même si, dès 1996, son financement n'est plus assuré par les partenaires extérieurs, plusieurs entreprises sont créées par l'association (boulangerie, ferme, ateliers de menuiserie, etc.) qui, tout en salariant des habitants de la commune, dégagent des bénéfices au profit des projets de *Caritas*. Ainsi, une maison de retraite est créée, puis un orphelinat. Des projets de plus grande envergure sont ensuite développés, dont le financement d'une clinique pour blessés polytraumatisés.

Conclusion : la santé est devenue un marché !

La santé est devenue un marché, elle n'est plus un service. La transition s'est effectuée conjointement aux négociations de pré-adhésion à l'UE puis, dès l'adhésion en 2007, le respect des critères du "libre marché la santé" a été promulgué. Le marché public est maintenu s'il existe en parallèle un marché privé. Sur ce marché de la santé, la majorité de la population roumaine n'a pas les moyens de se payer les services médicaux dont elle a besoin. Le fossé entre mondes rural / urbain est net au niveau des infrastructures et offres en soins, mais aussi sur le plan de la rentabilité économique, possible seulement en milieu urbain.

Dans les grandes villes universitaires, des filières nouvelles se développent, comme des formations diplômantes pluri-lingues ou des cliniques visant un "tourisme médical".

L'exode des spécialistes et du personnel paramédical s'accroît, alors que la priorité du gouvernement semble ne pas être la santé, mais plutôt les nouvelles technologies et le réseau routier.

2.- Aujourd'hui dans nos villages partenaires, quelles sont les conditions d'accès aux soins ?

Pour rebondir sur l'analyse précédente à propos des disparités régionales, M. Francisc Giurgiu⁽⁵⁾ a assuré que, dans l'est de la Roumanie, les conditions sanitaires sont beaucoup plus dures. Globalement, le système de santé est encore branlant, particulièrement en milieu rural. Quel est le programme du médecin de famille dans la commune de Crucea (partenaire de Moutier) ? La question est posée au maire, M. Dorin Rusu. Dans cette commune de 2 300 habitants, il n'y plus de médecin de famille depuis 4 ans. Les raisons sont essentiellement salariales, aucun docteur ne veut venir assurer les consultations dans les conditions actuelles de rémunération, bien que la mairie mette à disposition le cabinet, un logement de service, le courant électrique et le bois de chauffage. Du coup, les villageois se déplacent à quelque 30 km de là pour consulter un médecin de famille.

La *Caisse de santé* est la seule à financer la médecine rurale. C'est l'une des grandes différences entre médecine privée et publique. Le médecin de famille, engagé dans un milieu rural, a en fait le profil d'un *manager* de dispensaire. Il a du personnel engagé (accueil, soins, nettoyage, etc.). Par contre, l'assistance à domicile est quasiment inexistante, sauf si elle est soutenue par des ONG ou organisée en privé. C'est là où un mouvement comme OVR pourrait s'impliquer, en collaboration avec le médecin de famille.

F. Giurgiu souligne l'abandon des actes médicaux en raison des prix inabordables pour beaucoup. Le manque d'informa-

tions en matière d'hygiène et de prévention est également soulevé. Des maladies contagieuses comme la tuberculose existent encore. Dans certaines régions, on enregistre récemment une nette augmentation de la maternité chez de très jeunes femmes (11-15 ans). La question du manque de cours d'éducation sexuelle à l'école est soulevée, en s'interrogeant sur qui peut en organiser le suivi : l'école, le médecin, la Mairie ou encore le ministère de l'Éducation ? Il existe un matériel méthodologique mais qui touche un âge plus mûr, alors qu'il y a une attente transmise par la société civile pour adapter les approches en fonction de l'âge et des classes.

En 1990, la population de la Roumanie était estimée à 23-24 millions d'habitants. 25 ans après, elle tournerait autour des 19 millions, avec un état de vieillissement qui va soulever de nouvelles problématiques. Soutenir des hôpitaux en lits comme le fait OVR-CH, là où la demande est exprimée, est apprécié localement. Cela implique des démarches bureaucratiques souvent excessives, le matériel devant être certifié selon les normes européennes (ce qui est le cas !). Dans les milieux ruraux, soutenir le médecin de famille, mettre en place des soins à domicile, aider à concevoir un réseau de soins, telles sont des pistes à étudier avec les partenaires locaux.

3.- Regard sur la vie sociale et communautaire des villages. Quel serait notre soutien à l'accès aux soins de santé des villageois loin des centres de santé urbains ?

Pour compléter cette table ronde, Mme Christiane Béguin⁽⁶⁾, pour la commission « Santé » d'OVR-CH, a illustré ses propos par un schéma en réseau (Cf. Figure). Au centre, la vie sociale et communautaire des villages. Tout autour, 4 familles (en couleur) regroupant, de manière non-exhaustive, des lieux, des intervenants et la catégorie sociale concernée. Ainsi l'encadrement des élèves avec des rencontres intergénérationnelles (cantines, soutien scolaire, transmission des savoirs...) est mis en évidence, au côté de lieux d'échange et de parole (touchant à la vie sociale ou associative), des institutions religieuses du village et du domaine de la santé.

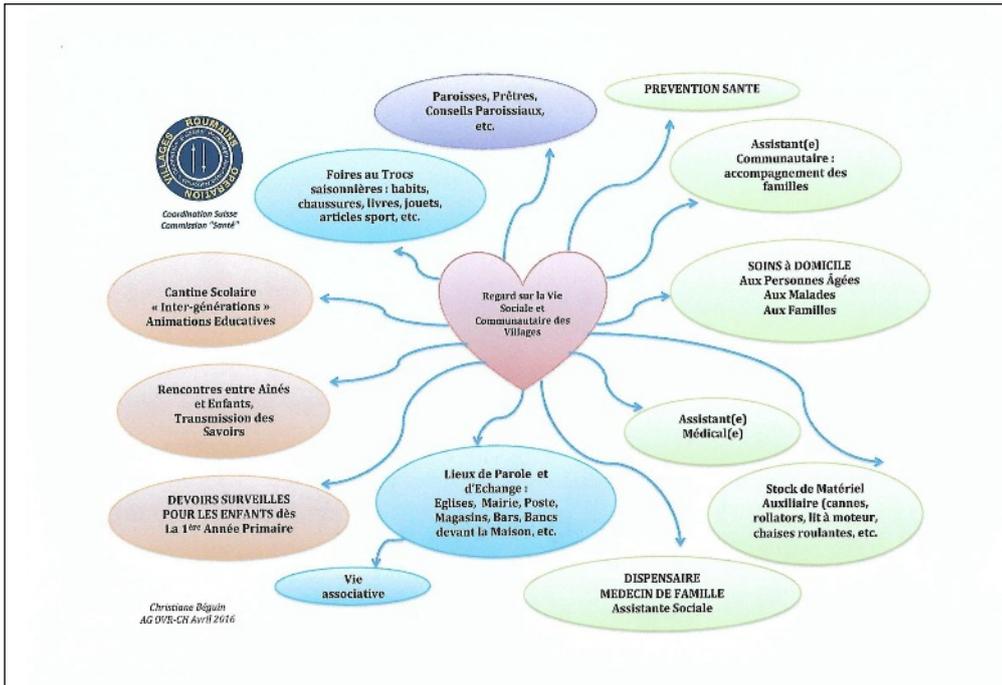
L'accès aux soins ne dépend pas que des revenus, mais de la distance du village par rapport aux établissements existants.

⁽⁵⁾ Président d'OVR-Roumanie.

⁽⁶⁾ Membre du Comité OVR-CH et coordinatrice de la commission « Santé ».

Comment soutenir une communauté rurale éloignée des centres urbains ? Constat extrême dans une commune du département de Mureş où il n'y a pas de soins à domicile et la Mairie a délégué cette mission à une firme privée qui a son siège à 250 km... D'où l'idée de partir de la question : qu'est-ce qu'il existe dans ma commune ?

C. Béguin a pris comme point de départ le dispensaire. Existe-t-il encore ? Souvent, il n'y a qu'une infirmière toute seule. Parfois un médecin de famille (lire ci-dessus) ou une assistante sociale. Soutenir les soins à domicile est encore difficile à la campagne, pour des questions de budget, de formation du personnel, de distances et de la nécessité légale d'être encadré par un médecin. La Mairie peut renseigner sur ce qui existe dans chaque village, parfois des assistantes communautaires qui ont pour tâche d'accompagner les familles, de faire des enquêtes sociales, etc. Une autre piste serait de collaborer avec des organisations qui sont présentes dans les villes avoisinantes et



Le projet des devoirs surveillés vise à lutter contre l'échec scolaire ou l'abandon scolaire en cours de route. L'échange inter-générationnel est d'autant plus intéressant et le financement abordable (décharge du professeur). Les enfants sont soutenus dans leur parcours scolaire et peut-être soustraits de quelques heures au travail à la ferme.

Complémentaire à ce projet, mettre sur pied des repas pour les enfants en situation précaire auprès de familles volontaires, remplaçant une cantine inexistante ou non-fréquentée pour des raisons financières, permet de resserrer des liens autour du projet scolaire. C. Béguin fait part d'une expérience de 7 mois avec

de soutenir l'extension de leur intervention au niveau rural, comme dans le domaine du planning familial et de la prévention des grossesses.

Fréquenter les lieux de parole permet d'écouter les soucis de gens, d'apprendre de quoi ils ont besoin, d'avoir des informations sur les familles nombreuses ou les orphelins, de rencontrer les responsables des clubs de sport ou groupes folkloriques. En bref, partir de leurs demandes.

2 familles dans son village partenaire.

Au final, ces projets simples et ciblés permettraient d'apprendre à connaître les familles et l'environnement social, de créer des rencontres avec des personnes âgées qui ont de l'expérience et des choses à échanger, ainsi que de donner aux villageois la possibilité de nous voir autrement en parlant d'égal à égal, comme des partenaires, et non avec un statut privilégié.

Conclusions de la Rédaction

La table ronde a mis en évidence des éclairages et des témoignages forts intéressants et le Comité OVR-CH remercie sincèrement les 3 intervenants.

Dans le domaine de la santé, les disparités régionales sont très marquées, avec une évolution qui a rendu les zones rurales marginalisées par rapport aux grands centres urbains. Des problématiques sont spécifiques d'une région à l'autre : natalité excessive ou vieillissement de la population, médecin de famille accessible ou éloigné, distance du premier centre de soins d'urgence, etc.

Plusieurs associations ont fait part de leur expérience dans des projets touchant à la problématique de la santé dans leur village, parfois avec de gros investissements. Les pistes pour continuer un soutien ciblé et peu gourmand en finances ne manquent pas.

Par ailleurs, la discussion s'est étendue à des questions de prévention sanitaire ou de soutien contre l'échec scolaire, de vie sociale dans les villages (ludothèques, centres de rencontres).

Dans la discussion, des exemples non-détaillés ont prôné l'importance de créer des réseaux, d'être à l'écoute des partenaires et d'en rechercher, ainsi que de relayer les informations. Vision d'une société civile qui ne se construit pas uniquement dans les villes, mais aussi dans les milieux ruraux. Juxtaposer la recherche et la réflexion d'universitaires, la vision pragmatique de représentants d'ONG et les considérations budgétaires et politiques d'élus, par des rencontres fréquentes, c'est cela qui fera peut-être évoluer les mentalités et les systèmes en place.

Alain NICOLA
Membre du Comité OVR-CH

Association Vevey-Goicea

Principales étapes et points de repère

L'association de Vevey est l'une des rares de notre coordination OVR-Suisse à ne pas avoir eu de partenaire attribué par le mouvement *Opération Villages Roumains*. Comme expliqué ci-dessous par un de ses membres fondateurs, elle a, elle-même, choisi son partenaire pour des raisons internes à la ville de Vevey et a demandé son adhésion à OVR-CH a posteriori. Dans un contexte totalement différent, les associations nouvellement créées de Martigny et de Martigny-Croix ont suivi une démarche similaire, en demandant leur adhésion après avoir créé leur propre association.

La Rédaction

Si en 1989, une motion était déposée au Conseil communal de Vevey par Pierre-André Roduit, pour demander que la ville parraine un village roumain, ce n'est que dans les premiers mois de 1990, qu'un comité de soutien ad hoc a vu le jour.

Sous la pression de ressortissants roumains habitant Vevey et en particulier du Dr Mitroï, aujourd'hui décédé, le comité a porté librement son choix sur le village de Goicea (Dolj) dont le prénom était originaire.

Peu de temps après, l'Association Vevey-Goicea a demandé son adhésion à l'Opération Villages Roumains (OVR-CH) dont elle fait toujours partie.

Ce village rural de près de 3000 âmes est situé à 50 km au sud de Craiova, à proximité de la frontière bulgare et du Danube.

Depuis plus de 25 ans, il bénéficie de l'aide apportée par l'Association et du soutien ponctuel des autorités veveysannes.

Dans ce contexte, on ne compte plus les déplacements effectués de part et d'autre, ni les dons divers et variés qui ont permis la réalisation de beaux projets destinés à la population et notamment aux enfants de ce village.

Si, aujourd'hui, la Roumanie fait partie intégrante de l'UE, il n'en demeure pas moins que de petites choses restent encore à réaliser. – Pour les grandes, la commune s'est tout naturellement tournée vers des fonds et prêts mis à sa disposition par la Banque mondiale ou le Fonds monétaire européen.

En 2015, pour marquer son 25e anniversaire, avec le soutien apprécié de la commune de Vevey, l'Association Vevey-Goicea a mis sur pied diverses manifestations publiques et a accueilli l'Assemblée générale d'OVR-CH en la salle del Castillo.



Affichette éditée conjointement par l'Association Vevey-Goicea et la Ville de Vevey pour commémorer les 25 ans de partenariat et de relations ininterrompues avec le village de Goicea (județ de Dolj)

La bibliothèque municipale abrite l'œuvre intégrale de la poétesse et romancière Anna-Elisabeth de Brancovan (1876-1933) que lui a fait don l'an dernier Madame Eugénie de Brancovan, petite-nièce de la Comtesse Anna de Noailles.

Le 21 mai 2016, dans le cadre du Fonds de partenariats de la contribution suisse à l'élargissement en faveur de la Roumanie, la commune de Goicea a reçu à titre gracieux deux véhicules du feu ainsi qu'une motopompe. Cette journée a été marquée par la présence de notre Ambassadeur de Suisse à Bucarest, M. Jean-Hubert Lebet, ainsi que par celle de nombreuses personnalités roumaines issues des milieux politiques ou militaires. Ce don mettait ainsi un terme au projet initié par OVR-CH en 2013.



Hubert Rossel

Un des deux véhicules, remorquant une moto-pompe, amenés pour le centre régional SVSU de Goicea

La ville de Vevey abrite sur son territoire un triptyque roumain composé de la statue de Mihai Eminescu, de la rue Clara Haskil et du buste de la comtesse Anna de Noailles.

Chaque année, à une date proche du 15 janvier, les autorités religieuses et diplomatiques, les membres de l'Association Vevey-Goicea, les autorités politiques veveysannes ainsi que



Hubert Rossel

La dernière mission officielle de l'ambassadeur de Suisse, M. Jean-Hubert Lebet, ici avec Pierre-André Roduit et Pascal Praz

les résidents roumains de la région, se retrouvent sur le Quai Perdonnet pour marquer la journée de la culture roumaine.

Fort des engagements pris aujourd'hui comme hier, nos actions vont se poursuivre au gré des demandes qui nous seront présentées par nos partenaires roumains.

Pierre-André RODUIT



Commission « Pompiers »

Dans le cadre des différentes activités de la commission, ce début d'année a été marqué par la fin du projet soutenu par le « Fonds pour les partenariats » du programme d'aide de la Confédération pour la contribution à l'élargissement. Le financement de ce programme de coopération Suisse-Roumanie a permis d'apporter un sérieux coup d'accélérateur à notre projet « Pompiers », qui avait commencé avant lui... et qui continuera par la suite en fonction des demandes. C'est dans ce contexte qu'une dernière tournée a été prévue pour acheminer du matériel dans différents centres régionaux déjà constitués, mais aussi pour inaugurer trois nouveaux centres : Sic/Szék (CJ), Andrieşeni (IS) et Goicea (DJ). Ce convoi exceptionnel a sillonné le pays au mois de mai. Un compte-rendu est présenté ci-dessous.

Mais le Comité de pilotage avait aussi prévu d'accueillir en Suisse une délégation de l'ISU pour un séjour de travail. Ce partage d'expériences et le renforcement de notre collaboration se sont déroulés un mois plus tôt. Les détails de cette visite et la composition de la délégation roumaine sont relatés dans l'*Info-Flash* N° 42 (disponible sur notre site Internet). Nous avons fait le choix d'en présenter, ici, le communiqué de presse diffusé par eux dans un quotidien de Suceava, qui met en évidence les points importants qui les ont marqués, eux.

La Rédaction

1.- Un convoi exceptionnel

Ce printemps 2016 marque la fin du projet de trois ans de la coopération Suisse-Roumanie soutenu par le Fonds pour les partenariats. C'est l'occasion saisie par le Comité de pilotage de l'action « Pompiers volontaires » d'organiser un convoi exceptionnel vers différents villages-partenaires d'OVR-CH.

Dès le jeudi 12 mai, ce sont 7 véhicules et 14 chauffeurs bénévoles qui prennent la route au départ du Valais en direction de la Roumanie. Partis en deux groupes de 3 et 4 véhicules, à quelques heures d'intervalle, ils sont attendus à Gherla (CJ) le vendredi soir par une dizaine d'accompagnants arrivés en avion en fin de matinée à Cluj. Pierre LEBACQ, arrivant dans la foulée en provenance de Charleroi (Belgique).

Plaisir des retrouvailles avec les amis sur place ! Bienvenue à la manière locale ! Répartition des logements.

Le convoi arrive enfin dans la nuit, après avoir subi et réglé les imprévus de ce long voyage. Les 3 membres actifs du Comité de pilotage sont au complet : pour OVR-CH, Pascal PRAZ et Christophe PRAZ ; Francisc GIURGIU pour OVR-RO.

Samedi 14 mai

C'est dans le village de Sic/Szék, village hongrois du département de Cluj, jumelé avec Ellezelles, en Belgique, que commence la répartition. Et c'est par le partenariat entre les associations de *Nendaz & Environs / Gherla & environs* que le choix s'est porté sur Sic. Des représentants de la commune belge de la province du Hainaut sont régulièrement présents sur place et ils ont aussi fait le déplacement pour la remise de ce premier véhicule aux autorités communales de Sic/Szék pour le service des situations d'urgence.

Durant la matinée, les pompiers volontaires de Sic/Szék ont reçu plusieurs heures d'instruction. Les autorités civiles com-

munales et départementales, les représentants de l'IGSU, dont le colonel Ion MOLDOVAN, inspecteur-chef, ainsi que les 3 membres du Comité de pilotage prennent tour à tour la parole pour souhaiter la bienvenue à tous, exprimer leur gratitude, saluer l'esprit de collaboration et espérer que ce véhicule si utile ne soit pas obligé de sortir trop souvent dans des circonstances néfastes pour la population du village.

C'est aussi l'occasion de remettre un autre véhicule au maire d'Andrieşeni (IS), venu la veille de sa lointaine Moldavie, accompagné de deux chauffeurs. Partenaire de « *Entr'Aides* » de Martigny-Croix, en Valais, cette commune bénéficie aussi de la dernière tranche du Fonds pour les partenariats. Les véhicules sont bénis par les autorités religieuses. La fanfare participe à la fête, ainsi que l'orchestre local qui anime les danses traditionnelles bien spécifiques à ce village de Sic/Szék. Le repas offert par la Mairie est servi dans la grande salle du village.

Comme beaucoup d'autres localités, Sic/Szék (CJ) et Andrieşeni (IS) sont très décentrées par rapport à des centres d'intervention plus importants. Elles répondent aux deux critères principaux d'entrée en matière : être situées en zone rurale et avoir un partenaire OVR en Suisse. Comme partout ailleurs, les besoins dans ces régions sont importants et les moyens à disposition dérisoires : nécessité de protection contre les incendies, bâtiments et forêts, protection et intervention en cas d'inondations...

Dimanche 15 mai

Programme partagé : les accompagnants logés chez leurs amis à Gherla passent la journée ensemble et renouent le contact ; un deuxième groupe découvre Dej et se détend au centre thermal.



Hubert Rossel

Le camion d'intervention et la moto-pompe remis aux autorités pour le SVSU de la commune de Sic/Szék (CJ)

Un dernier groupe se rend à Bonțida, à une vingtaine de kilomètres de Gherla, pour rencontrer les responsables du groupe d'intervention local et leur remettre des tenues et des casques de pompiers. Un groupe de pompiers volontaires y est déjà très actif et le don est très apprécié, si bien que les discours des autorités et le partage du verre de l'amitié et de la *goulash* servie à partir des chaudrons se font dans la simplicité et la bonne humeur.

C'est aussi l'occasion de visiter le château du lieu, ancienne demeure d'une grande et ancienne famille princière de Transylvanie : les Bánffy. En rénovation, au rythme des fonds obtenus par le *Transylvania Trust*, ce palais permet d'organiser diverses manifestations culturelles tout au long de l'année, du festival de musique moderne ou classique à des expositions d'art. Les



Hubert Rossel

Le maire de Bonțida et une partie du corps des pompiers volontaires de la commune

étages d'une aile des bâtiments sont déjà aménagés en chambres d'hôtes, tandis que le rez-de-chaussée est destiné à accueillir les artisans lors de cours de formation aux métiers de la rénovation de bâtiments historiques. Ces artisans s'initient aux méthodes traditionnelles de la construction et leur savoir-faire est



Hubert Rossel

... et le véhicule acheminé pour le centre régional d'Andrieșeni (IS), et également remis à Sic/Szék

très apprécié lorsque des fonds permettent de rénover châteaux, églises et autres sites de valeur historique.

Lundi 16 et mardi 17 mai

Diminué de deux véhicules mais augmenté d'un bus pour transporter les chauffeurs maintenant disponibles et les accompagnants non-motorisés, c'est en convoi que nous repartons le premier matin en direction de Deda, à travers les magnifiques paysages verdoyants et vallonnés de la Transylvanie, ruisse-lants sous la pluie. Nous remontons aux sources de la Mureș et retrouverons mercredi celles de l'Olt sur l'autre bassin-versant. 140 km de route à parcourir ce jour-là, au rythme des camions et surtout de la moto-pompe et de l'échelle remorquées à l'arrière.

Le colonel de réserve Ioan MUREȘAN, ancien de l'IGSU du județ de Mureș, accueille le groupe à Deda. Tous les véhicules sont installés dans la cour de la caserne des pompiers et le repas organisé dans le restaurant du village est bienvenu. Ensuite, installation dans une pension du village de Răsto-lița, non loin de



Hubert Rossel

Un pompier essaie les vestes et les casques qui viennent d'être apportés à Bonțida



Hubert Rossel

Le dernier camion tonne-pompe prévu pour le SVSU de la commune de Deda (MS)

Deda et visite du barrage situé dans la magnifique région, en plein cœur des monts Călimani, dont une grande partie est devenu un parc naturel protégé.

Le mardi, la cérémonie de remise d'un véhicule au centre d'intervention de Deda est prévue à 12h00. Auparavant, la matinée a été consacrée à la formation des pompiers volontaires de la commune, afin de les familiariser avec le nouveau véhicule bientôt mis en service.

Mme Lucreția CADAR, maire de Deda souhaite la bienvenue et remercie le Comité de pilotage pour son travail et le don de ce camion qui servira à la sécurité d'un bassin de population d'environ 10 000 habitants.

Le colonel Dorin OLTEAN, inspecteur-chef de l'ISU du județ de Mureș, revient de la tournée en Suisse où il a eu l'occasion de visiter différents centres, d'observer et d'apprendre beaucoup. Il relève que les pompiers du centre d'intervention de Deda, épaulés par les pompiers volontaires, sont maintenant capables de faire face à différents sinistres. Il remet insignes et souvenirs aux pompiers volontaires suisses.

Pascal PRAZ exprime son plaisir de revenir à Deda. Il relève que le programme de coopération Suisse-Roumanie touche à sa fin avec l'ouverture d'un centre dans le nord à Andrieșeni (Iași) et dans le sud à Goicea (Dolj). Cela ne signifie pas pour autant la fin de toute relation entre OVR-Suisse et la Roumanie. La coopération prendra simplement une autre forme.

Depuis le début du projet, il était évident de laisser un camion tonne-pompe en plus à Deda, vu la collaboration exemplaire entre l'IGSU et les pompiers volontaires. Bravo pour cette réussite. Les clés du véhicule sont remises par les chauffeurs qui ont amené le camion. Mme CADAR remercie encore une fois toutes les équipes et redit que nous sommes toujours les bienvenus dans sa commune ; le colonel OLTEAN termine en disant son admiration profonde pour la formidable implication persévérante de tous.



Hubert Rossel

Madame Cadar reçoit les clés du camion de la part des chauffeurs qui l'ont acheminé à Deda

Mercredi 18 mai

Un véhicule en moins et deux personnes de plus dans le bus, le convoi reprend la route en direction du județ de Harghita ; 160 km à parcourir le long de la rivière Mureș bien en crue avec ces jours de pluie ! Par monts (la chaîne des Călimani) et par vaux toujours aussi verdoyants, notre curieuse caravane s'étire au long des routes, traversant villages et petites villes qui permettent à ceux qui découvrent le pays de se faire une première image de ses habitants et de leurs activités : paysans et artisans au travail dans les champs et sur les chantiers, enfants dans les cours d'école bien souvent rénovées, églises pimpantes, maisons communales, bâtiments administratifs et maisons de la culture aux toits impeccables et fraîchement repeints, abords entretenus et places fleuries.

Il reste encore à faire, mais depuis 25 ans, que de changements !

Vers 13h00, arrivée à Csíkszentmárton/Sânmartin (partenaire de Meyrin), où les camions se placent sur le terrain derrière le local des pompiers.

En attendant le début de la cérémonie officielle, Christophe PRAZ aidé d'autres pompiers vérifie le matériel et en profite pour donner quelques instructions complémentaires aux pompiers volontaires.

M. András GERGELY, maire de Csíkszentmárton/Sânmartin, inaugure la cérémonie souhaitant la bienvenue à tous et remerciant chacun pour sa participation. Moment heureux que cette réunion au service des pompiers volontaires et de la population ! Maintenant que le service des interventions en situation d'urgence est mieux doté, il est plus intéressant de participer en tant que pompiers volontaires et, pour les autorités, il est plus facile de susciter de la passion pour ce travail. Les candidats se font plus nombreux et avec cet équipement nous pouvons mieux répondre aux besoins de la population. La commune projette d'améliorer l'état des bâtiments du service.



Hubert Rosset

Accueil par András Gergely, maire de Csíkszentmárton/Sânmartin, entouré du général Pop (ISU de Harghita), de Zoltán András, maire de Kászontáiz/Plăieșii de Jos, du colonel Mustățea (ISU de Harghita), de Pascal Praz et de Francisc Giurgiu

Le général POP est heureux des activités à Csíkszentmárton/Sânmartin et des échanges fructueux avec la Suisse d'où revient une délégation de responsables nationaux et départementaux de l'IGSU ayant participé à une semaine très riche et instructive.

En 20 ans, les services des pompiers volontaires ont bien évolué et se sont organisés de manière différente. Grâce au travail et à la collaboration de tous, communes et département, le județ de Harghita peut s'enorgueillir d'être parmi les meilleurs. Une nouvelle étape dans la législation encourage les jeunes à s'engager comme volontaires afin que dans l'avenir cela puisse aboutir à plus de professionnalisation. Merci encore à tous.

Pascal PRAZ dit sa joie de revenir dans ce village et rappelle la fin du projet soutenu par le Fonds pour les partenariats avec ce tour de Roumanie de Sic/Szék (CJ) à Goicea (DJ), avec sept véhicules, dont deux sont prévus pour la région : un camion-transport pour Kászontáiz/Plăieșii de Jos (partenaire de Puplin-

ge) et un mini-bus pour l'association des communes de la région Csíkszentmárton/Sânmartin.

Zoltán ANDRÁS, maire de Kászontáiz/Plăieșii de Jos, trouve difficile de mettre en mots sa reconnaissance pour toute cette aide, il dit MERCI en lettres majuscules. Tous ceux qui ont participé à cette action bénévole seront toujours les bienvenus dans sa commune en tant qu'amis.

M. Csaba BORBOLY, président du Conseil du județ de Harghita, signale avec humour qu'il restait tout juste une petite place dans les garages de la caserne des pompiers de Kászontáiz/Plăieșii de Jos pour ce véhicule si bien adapté à la région, tandis que le mini-bus remis à Csíkszentmárton/Sânmartin servira aux déplacements des pompiers volontaires de la région lors des concours nationaux et... les gagner, bien sûr !

Sur le même ton badin, Pascal PRAZ suggère que l'échelle remorquée qui vient de leur être remise serve à accrocher les médailles au 2e étage du local des pompiers...

C'est dans cette ambiance d'humour, de fête et d'amitié que la rencontre se poursuit dans la grande salle pour une verrée et un buffet richement garni avec des spécialités locales.

Jeudi 19 et vendredi 20 mai

Le groupe se scinde en deux : quatre pompiers partent avec les deux véhicules restant en direction de Goicea. Parrainé par la ville de Vevey, ce village se trouve dans le județ de Dolj. Etape de 410 km, il est prévu d'arriver le soir et de consacrer la journée suivante à l'instruction des pompiers volontaires de ce nouveau centre régional.

Le reste du groupe part en convoi dans la même direction mais par le chemin des écoliers : le premier arrêt est prévu à Prejmer pour découvrir l'imposante église-forteresse saxonne ; ensuite, deuxième arrêt à Brașov pour visiter le centre historique. Le trajet se poursuit le long de la magnifique chaîne des



Hubert Rosset

Un 4 x 4 de transport, aussi prévu pour les routes forestières, est venu renforcer le SVSU de Kászontáiz/Plăieșii de Jos



Hubert Rosset

« Photo de famille » des pompiers volontaires, des officiels et des chauffeurs qui ont amené les camions sur place

Făgăraș. La nuit est prévue dans les environs de Sibiu, superbe ville que nous découvrons durant la matinée suivante. Le vendredi 20, ce groupe poursuit la route par la vallée de l'Olt en direction du sud, vers Craiova, pour rejoindre l'équipe de pompiers partis en éclaireurs la veille.

Samedi 21 mai

Goicea se trouve à environ 50 km au sud de Craiova. Le paysage a bien changé ; c'est la plaine du sud de l'Olténie. Nous ne sommes plus très loin du Danube et de la frontière bulgare.

Nous sommes accueillis à la mairie en attendant le début de la cérémonie d'inauguration. Le maire Marcu DIMITRU, les délégations de l'IGSU de Bucarest et de Bacău, le chef de l'IGSU du județ de Dolj, l'ambassadeur de Suisse à Bucarest, Monsieur Jean-Hubert LEBET, le représentant de l'association Vevey-Goicea, M. Pierre-André RODUIT et d'autres invités font connaissance.

En fanfare et cortège, tous les véhicules, dont les deux nouveaux véhicules amenés de Suisse, un camion tonne-pompe et un camion de transport de matériel, arrivent et s'installent devant la mairie.

Mots de bienvenue et d'accueil par les différentes personnalités.

Pascal PRAZ rappelle que cette donation marque la fin du projet soutenu par le Fonds pour les partenariats. Il tient à remercier deux personnalités fortement impliquées dans la réussite de ce projet : l'ambassadeur Jean Hubert LEBET, qui y a toujours cru et qui a surtout soutenu le Comité de pilotage et les équipes de bénévoles, et puis Francisc GIURGIU, l'âme roumaine de ce projet sans qui rien n'aurait été possible. Ces deux personnalités sont remerciées et c'est en leur honneur que les deux véhicules remis sont baptisés, l'un « Le Jean-Hubert » et l'autre « Le Francisc », avant la remise des clés au maire de la commune de Goicea.



Hubert Rosset

La surprise fut totale pour M. Jean-Hubert Lebet, ambassadeur de Suisse, lors de la découverte du nom d'un des deux véhicules !



Hubert Rosset

Des représentants de la population du village ont aussi participé à la petite fête qui a suivi la partie officielle

C'est à la grande salle des fêtes que tout le monde se retrouve pour la suite du programme.

Après les salutations et les mots de bienvenue, M. Marcu DIMITRU, maire de Goicea, remercie la Suisse et la ville de Vevey pour cette donation, événement marquant pour la commune. La longue amitié avec Vevey dure depuis 25 ans. Goicea a bénéficié dernièrement de 6 millions d'euros, reçus du Fonds européen et destinés à la construction des canalisations d'eau et d'une station d'épuration. Un prêt de la Banque mondiale permettra de finaliser la mise sur pied des services du cadastre. Les budgets propres serviront à l'amélioration des infrastructures communales (écoles, logement pour personnes âgées, rénovation de la maison communale...) et au développement culturel.

M. l'ambassadeur Jean Hubert LEBET félicite le maire pour le travail accompli au service de sa communauté, les pompiers pour leur travail remarquable et salue le représentant de Vevey, M. Pierre-André RODUIT.

Cette dernière cérémonie officielle comme ambassadeur de Suisse en Roumanie est placée sous une certaine tristesse, celle de quitter ce pays remarquable et de qualité, qui a toujours su si bien collaborer avec les citoyens suisses, les associations d'OVR-CH et les pompiers volontaires roumains. Merci à tous et au revoir !

Pascal PRAZ ressent toujours la même émotion lors de l'inauguration de ce 12e centre régional du projet soutenu par la coopération Suisse-Roumanie, et la présence de M. l'ambassadeur Jean-Hubert LEBET le prouve. Il tient à présenter les deux chevilles ouvrières du projet : Christophe PRAZ et Francisc GIURGIU. Il remercie les représentants de l'IGSU, tant au niveau national que départemental, pour leur collaboration et leur soutien, ainsi que M. Pierre-André RODUIT pour sa présence et son intérêt.



Hubert Rosset

M. Marcu Dimitru, maire de Goicea, dans son dernier discours de remerciements, entre Pierre-André Roduit, représentant l'association Vevey-Goicea, et Francisc Giurgiu, président d'OVR-RO

Le président du Conseil du județ de Dolj, Ion PRIETOASA, salue la présence de M. l'ambassadeur Jean-Hubert LEBET et souligne la chance de cet événement pour la commune de Goicea. Il relève qu'il y a 111 localités dans le département et que beaucoup ont des liens avec des communes d'Europe occidentale. Cette donation est une richesse pour la commune et ses citoyens qui bénéficient de cette aide en cas de situations d'urgence. En tant que citoyen d'honneur de la commune, il dit vouloir rester aux côtés de ce village pour y apporter son aide en cas de besoins.

Un autre citoyen d'honneur, ancien ambassadeur de Roumanie en France et ex-ministre des Finances, est heureux de voir la commune évoluer et remercie pour la générosité et le travail accompli.

M. Pierre-André RODUIT transmet les salutations des autorités de la Ville de Vevey et rappelle les liens historiques avec Goicea. Depuis 25 ans, ces liens restent solides et les deux camions et leur équipement ne peuvent que les renforcer.

Christophe PRAZ est heureux d'être présent lors de cette cérémonie et d'avoir travaillé avec le Comité de pilotage. Il est aussi heureux pour les pompiers volontaires de Goicea et espère que les véhicules ne sortiront pas trop souvent du garage. Il est convaincu que la commune pourra compter sur les compétences des pompiers volontaires en cas de sinistres par le feu ou l'eau. Attention à vous, pompiers volontaires de Goicea, attention aux inspections à l'improviste !

Suivent le programme artistique avec des danses et chants d'enfants, les danses, musiques et chants traditionnels.

Dimanche 22 mai

Journée de repos, consacrée à la découverte de la ville de Craiova, chef-lieu du județ de Dolj, à 184 km à l'ouest de Bucarest. Avec un patrimoine historique marqué par les nombreuses invasions, la ville compte autour des 270 000 habitants. C'est la ville la plus importante de la région, tant au niveau culturel qu'industriel (construction de voitures, de matériel ferroviaire et de production agroalimentaire) et commercial. C'est aussi une ville universitaire avec, entre autres, des facultés de Médecine, de Mécanique et de Chimie.

Le lendemain, lundi 23 mai, le groupe reprend l'avion aux petites heures au départ de l'aéroport international de Craiova.

Vera ROSSEL

Liste des participants à ce convoi :

GIURGIU Francisc, Comité de pilotage, Président OVR-RO
 PRAZ Pascal, Comité de pilotage, Président OVR-CH
 PRAZ Christophe, Comité de pilotage, instructeur/chauffeur
 BASTARD Dany, Chauffeur
 BETRISEY Pierre Gabriel, Chauffeur
 BEGUIN Christiane, Comité OVR-CH
 BEGUIN Pierre-Daniel, Comité St-Légier-Morăreni
 CARRON Marie-Ange, Membre OVR-CH, caissière Groupe 2
 CARRON Pierre-Alain, Chauffeur
 CONTI Raymonde, Comité Nendaz-Gherla
 CONTI Salvatore, Membre Nendaz-Gherla
 DELEZE Kevin, Chauffeur
 DUPRAZ Michel, Chauffeur
 GAMBUZZA YERSIN Virginie Estelle, Chauffeur
 GAUYE Fabiola, Membre Nendaz-Gherla
 GAUYE Michel, Instructeur
 GLASSEY Jérôme, Chauffeur
 LEBACQ Pierre, Membre OVR-CH et PVR
 MULHEIM Martial, Chauffeur
 POEX Dominique, Chauffeur
 PONCINI Marco Enrico, Chauffeur
 PUTTON Jean Pierre, Chauffeur
 ROSSEL Hubert, Vice-Président OVR-CH
 ROSSEL Vera, Comité OVR-CH



2.- Quatre jours en Suisse pour une délégation de pompiers roumains

Le général de brigade Ion Burlui, inspecteur-chef de l'IJSU (Inspectorat Départemental pour les Situations d'Urgence), a accompagné une délégation de pompiers roumains en Suisse.

Les officiels qui ont fait partie de la délégation appartenaient à l'Inspectorat Général pour les Situations d'Urgence et aux inspectoriats pour les situations d'urgence des départements de Bacău, Bistrița, Cluj, Constanța, Harghita et Mureș. La délégation comprenait aussi des représentants de l'Ecole de Pompiers Sous-officiers et de Protection Civile "Pavel Zăgănescu" de Boldești.

Avant de visiter le *Pays des Cantons*, la délégation des pompiers roumains a rencontré, lors d'une visite à l'Ambassade de Suisse à Bucarest, le Secrétaire d'Etat auprès du Ministère des Affaires Intérieures et chef du Département pour les Situations d'Urgence, le Dr Raed Arafat, ainsi que l'inspecteur général auprès de l'Inspectorat Général, le Dr Ovidiu Vasiliță, général de brigade.

Selon un communiqué de l'ISU de Suceava, la délégation des pompiers roumains a séjourné 4 jours en Suisse, durant lesquels elle a rencontré des pompiers professionnels et volontaires ainsi que des autorités suisses des localités de Lausanne, Conthey, Nendaz, Berne, Sion, Martigny et Genève. Au chapitre des visites, mentionnons le Siège de l'ONU à Genève et le tunnel routier du Grand-Saint-Bernard, qui relie la Suisse à l'Italie.

En Suisse, les autorisations de construire ne sont accordées qu'avec l'avis de la Police du Feu

La leçon helvétique en matière de sauvegarde de la population et de ses biens en cas d'urgence a été impressionnante et pleine d'informations pour les Roumains.

Premièrement, être pompier en Suisse renvoie essentiellement à une activité sur une base volontaire, rémunérée sous

certaines conditions, tandis que les militaires qui servent cette « arme » sont nettement moins nombreux.

En Suisse, il existe environ 100 000 pompiers volontaires et seulement 1 500 militaires spécialisés en interventions pour des situations d'urgence. Pour des événements d'envergure, des militaires en service sont également sollicités.

Lors des 4 jours en Suisse, la délégation roumaine a aussi visité l'usine de véhicules de pompiers Feumotech du canton de Berne (1), le Polygone de préparation de Sion, ainsi qu'un train spécial de pompiers, équipé d'accessoires pour l'extinction des incendies, la désincarcération ou les premiers secours, mais qui constitue aussi un point de commandement qui peut se déplacer dans n'importe quel lieu où il y a une urgence.

« En ce qui concerne la prévention des situations d'urgence, la Police du Feu a été instituée en Suisse. A côté des activités courantes de prévention qui s'adressent spécialement à la jeune génération, elle participe également aux commissions qui octroient les autorisations de construire, donnant son accord du point de vue de la sécurité en cas d'incendie. Par ailleurs, la législation concernant les compétences pour suspendre l'activité dans des lieux présentant des non-conformités majeures sur le plan de la sécurité anti-incendie est appliquée depuis longtemps en Suisse », a communiqué le sergent-adjoint Alin Găleată, porte-parole de l'ISU de Suceava.

IJSU Suceava

Traduction : Alain NICOLA

(1) En fait, l'entreprise Feumotech SA est basée à Rechterswil, dans le canton de Soleure [ndt].

Pour les 2 photos ci-dessous et le texte original paru dans le quotidien *Crai Nou*, Suceava, cf.: <http://www.crainou.ro/2016/04/21/o-delegatie-de-pompieri-romani-patru-zile-in-elvetia/?print=pdf>



Photo IGSU

Accueil des membres de la délégation par le commandant des pompiers de la ville de Sion



Photo IGSU

Visite du Palais des Nations, à Genève, sous la conduite du représentant permanent de la Roumanie auprès de l'ONU

Le mouvement OVR est en deuil

Hommages

Nous avons appris récemment le décès de deux personnes qui nous sont chères. Elles étaient membres du mouvement *Opération Villages Roumains* et elles ont marqué, chacune à leur manière et dans leurs domaines spécifiques, le mouvement de leur empreinte. Pour ceux qui les ont connues et qui ont eu la chance de les côtoyer, elles étaient devenues de véritables amis. Ceux sur qui on peut compter, qui respectent leurs engagements et qui vont jusqu'au bout de ce qu'ils ont décidé de faire !...

Elles ont été enlevées à l'affection des leurs et nous sommes – nous aussi – profondément affectés par ces disparitions brutales, causées par la maladie à un mois d'intervalle. Nous voulons rendre un hommage sincère à *Mihnea Berindei* et à *Ton van Rijen*. Ce sera notre façon de partager notre douleur avec les membres de leur famille et de leur exprimer nos condoléances et notre affection.

La Rédaction

Mihnea Berindei (Bucarest, 22 mars 1948 – Venise, 19 juin 2016)

Mihnea était une personne discrète, ce qui ne veut pas dire effacée, ne cherchant pas à se mettre en valeur. Et pourtant, Dieu sait s'il s'est engagé tout au long de sa vie et a pris des positions bien tranchées !



Hubert Rossel

Il était un passionné d'histoire, né dans un milieu d'historiens. Son grand-père maternel (Ioan Hudiță) était historien, professeur d'université ; sa mère (Ioana) était aussi sortie de la faculté d'Histoire de Bucarest et son père (Dan Berindei), membre titulaire de l'Académie roumaine, est président de la section des Sciences historiques et archéologiques de la même Académie.

Mais l'histoire politique de la Roumanie communiste a profondément influencé la vie personnelle de Mihnea, car elle a marqué de son empreinte le destin de toute la famille. Il n'avait que deux ans (1950) quand sa mère fut arrêtée et emprisonnée pour des raisons « subversives » jamais expliquées. Son père, plus tard (en 1962), fut contraint de collaborer avec la *Securitate* et, même, de l'espionner et de communiquer des renseignements sur lui, après sa fuite et son exil en France en 1970. Ces quelques éléments permettent de comprendre pourquoi la rupture fut définitive entre les deux personnes, dès que Mihnea se fut rendu compte de la chose, mais aussi pourquoi il s'est engagé si fortement contre les dictatures communistes d'Europe centrale et orientale, et particulièrement contre le régime de Ceaușescu.

Ses centres d'intérêt l'ont toujours guidé vers l'étude du passé de son pays et, comme assistant à la faculté d'Histoire de l'Université de Bucarest de 1966 à 1970, il s'est progressivement tourné vers l'histoire de l'Empire ottoman, sous la houlette d'un ancien professeur de turc. C'est au cours de sa dernière année d'étude qu'il est parvenu à obtenir un visa d'étudiant pour aller se documenter en Turquie et que, de là, il a pu rejoindre la France. Inscrit à l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE), dont il est diplômé en 1972, il a pu continuer à étudier et à se spécialiser en paléographie ottomane.

Ses premières années en France ont été exclusivement consacrées à sa spécialisation : l'histoire de l'Empire ottoman du 15e au 18e siècles et, plus spécialement, ses relations avec les trois provinces historiques qui forment actuellement la Roumanie. Le fait d'acquérir aussi la nationalité française, en 1981, lui permit de se déplacer librement et il allait régulièrement consulter les archives de Rome et de Venise, particulièrement riches dans son domaine d'étude. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle il avait fait le choix d'aller vivre à Venise, après avoir pris sa retraite, pour pouvoir y continuer ses recherches dans les archives de la ville.

Mais l'évolution de sa carrière scientifique et académique dans le cadre des grandes institutions françaises fut rapidement rattrapée et dépassée par la situation interne de la Roumanie. Il a toujours soutenu les mouvements de protestation dans son pays d'origine et s'est engagé dans les différents organismes de la société civile et civique qui contestaient les régimes communistes. Il a mis un point d'honneur à servir de relais pour faire connaître les voix dissidentes à l'étranger et a été très actif comme moteur dans les groupes d'exilés pour assurer la transmission de l'information.

C'est lui déjà qui, en 1976, a organisé des campagnes de solidarité avec Paul Goma, Doina Cornea et d'autres dissidents. C'est lui qui a diffusé leurs textes dans différentes revues (dont *Les Temps modernes*) et journaux français (dont *Le Monde*, *L'Express*). C'est lui qui a suscité des campagnes de presse pour que les rédactions roumaines de stations de radio étrangères puissent diffuser l'information dans le pays aussi (*RFI*, *BBC*, *Radio Free Europe*). Mihnea Berindei a joué un rôle irremplaçable comme source d'information sur ce qui se passait dans son pays, et de diffusion auprès des différents pays d'Europe de l'Ouest.

C'est dans cette optique qu'il avait fondé avec d'autres jeunes chercheurs le « Comité français pour les Droits de l'Homme en Roumanie », dès 1977, pour soutenir le Mouvement Goma de contestation des régimes communistes et de lutte contre eux.

On le retrouve, en 1980, comme membre fondateur, à Paris, de la « Ligue des Droits de l'Homme en Roumanie », affiliée à la Fédération internationale des Droits de l'Homme.

Et on le retrouve encore dans le petit groupe des membres fondateurs qui, en février 1989, ont lancé officiellement le mouvement de protestation « Opération Villages Roumains », suite à la destruction programmée de quelque 7 000 villages sur les 13 000 que comportait le pays. Il s'agissait de coordonner et de structurer l'indignation provoquée auprès de quelques personnes, en décembre 1988, par la diffusion d'un reportage passé à la télévision belge sur la situation catastrophique qui régnait dans le pays.

Une année plus tard, en décembre 1989, le régime despotique et mégalomane de Nicolae Ceaușescu a été brutalement interrompu dans les conditions que l'on sait. La chute du système communiste institutionnel a permis à Mihnea Berindei de se déplacer librement au pays et de reprendre des activités plus normales, comme ses recherches sur les travaux commencés antérieurement.

Mais il s'est aussi de plus en plus engagé dans différents mouvements issus de la société civile ou visant à organiser les nouvelles libertés retrouvées. C'est ainsi qu'il a été, entre autres, président de l'organisation *Biroul de Informații și Ajutor pentru România* (Bureau de l'information et de l'aide pour la Roumanie) ; vice-président de l'association *Est-Libertés*, pour soutenir les efforts de démocratisation en Europe de l'Est ; il a coordonné des programmes PHARE de l'Union européenne dans différents pays d'Europe centre-orientale pour aider à la structuration de partis politiques démocratiques...

Pourtant, son engagement le plus important a, sans doute, été celui des travaux qu'il a menés sur l'analyse des documents contenus dans le fonds des archives du Comité central du Parti communiste roumain (PCR), dans le cadre de la *Comisia Prezidențială pentru Investigarea Dictaturii Comuniste din România* (Commission présidentielle pour l'enquête de la



Hubert Rosset

A Crissier, en 2009, lors de l'Assemblée générale d'OVR-Suisse, entouré de Francisc Giurgiu, Pascal Praz et de SE M. Sava, à l'époque ambassadeur de Roumanie à Berne

dictature communiste en Roumanie). Il y a travaillé plusieurs années jusqu'à la publication de son rapport final.

Les liens ont toujours été très étroits entre Mihnea et le mouvement OVR. Comme membre fondateur de ce mouvement de protestation, il avait participé aux célébrations du 20^e anniversaire, en février 2009, à Bucarest. A l'Institut Culturel Roumain, lors de la commémoration officielle, il nous avait fait part de ce qu'il avait trouvé sur la destruction programmée des villages et sur la création du mouvement OVR (1).

Invité en Suisse à notre Assemblée générale à Crissier, en mai de la même année, il nous avait rapporté, documents à l'appui, le nouvel éclairage, beaucoup plus détaillé, rendu possible par la consultation de ces archives, et nous en avait présenté une vue d'ensemble (2).

Il nous avait aussi accordé sa confiance et nous avait réservé la primeur de publier une communication sur ce sujet dans le numéro spécial bilingue du *Réseau* que nous avons publié, en été 2009, sous le titre : « La destruction des villages roumains dans les archives du Comité central » (3).

Il n'aura malheureusement pas pu continuer longtemps ses recherches dans les archives de l'époque communiste, ni celles qu'il voulait poursuivre sur l'Empire ottoman, en s'établissant à Venise après sa retraite ; la maladie en aura décidé autrement. Mihnea représentait pour moi l'exemple même de l'honnêteté et de la détermination dans la recherche de la Vérité historique. Sa famille perd un être cher ; ses amis une personne engagée ; la société civile roumaine une personnalité honnête et compétente.

(1) *Le Réseau*, N° 34, avril 2009, pp. 2-3.

(2) *Le Réseau*, N° 35, août 2009, pp. 2 et 7-8.

(3) *Le Réseau*, Hors-série N° 1, été 2009, pp. 10-15.

La consultation de ces anciens numéros est disponible en ligne, sur notre site Internet: <http://www.ovr-suisse.ch/reseau/archives>.

Ton van Rijen (Bergen op Zoom, 18 décembre 1934 – Ossendrecht, 12 mai 2016)

Ton était certainement moins connu par nos membres, mais il avait une personnalité tout aussi forte, qui s'est souvent exprimée de façon similaire à celle de Mihnea, bien que dans des contextes très différents. Il avait ce même désir de favoriser les contacts entre les gens et ce même intérêt marqué pour l'approche historique des populations.



www.axentesever.com

C'est dans le cadre des rencontres internationales d'OVR que nous avons fait sa connaissance, car il faisait partie de la coordination néerlandaise, dont la présidence a longtemps été assurée par son épouse, Gabi Teodorescu, elle-même d'origine roumaine. Il a donc été tout naturellement intéressé par l'évolution des différents aspects sociaux et culturels du pays.

Parallèlement à ses activités professionnelles comme ingénieur chimiste dans une entreprise internationale, Ton s'est toujours engagé dans des communautés locales et des associations civiles. Au niveau local, quand il a été bourgmestre (maire) de sa commune d'Ossendrecht, tout au sud des Pays-Bas ; au niveau transrégional, quand il a été membre actif, puis président, de l'association BENEGORA (*Belgisch Nederlands Grensoverleg Regio Antwerpen*, Région transfrontalière belgo-néerlandaise d'Anvers) ; au niveau international, quand il a collaboré avec des membres OVR de Belgique, de Suisse, ainsi que plusieurs associations roumaines, pour étudier la culture des Saxons de Transylvanie.

Ce fut une véritable révélation pour lui que cette culture dont il ignorait l'existence avant sa découverte, sur place, en Transylvanie en 2001. Les similitudes des noms de certains villages, de mots « saxons » et du néerlandais médiéval lui rappelaient tant ceux des anciens duchés du Brabant et du Limbourg (actuellement en Belgique et aux Pays-Bas), qu'il décida d'entreprendre des recherches dans ce domaine. Je me souviens de discussions passionnées que nous avons eues ensemble – chez eux ou chez nous – qui ont mené à sa prise de décision de faire connaître ce patrimoine historique exprimé par leurs églises fortifiées. Celle d'Axente Sever/Frauendorf fut une révélation ; il a dit un jour qu'il en était littéralement tombé amoureux au premier coup d'œil !

Les lecteurs réguliers de notre revue ont pu suivre l'évolution du projet de restauration de cette église fortifiée et de la création d'un petit musée local sur l'histoire des Saxons de Transylvanie, pour permettre de découvrir cette culture sur place, dans l'église fortifiée de ce village du județ de Sibiu, car, partie prenante du projet, nous en avons régulièrement donné des nouvelles (4).

Après plusieurs années de recherches et d'analyses, les travaux de restauration, commencés en 2005, ont permis son inauguration en 2009. La ténacité de Ton l'avait finalement emporté sur les difficultés de tous ordres rencontrées entre-temps. Les fortifications avaient été remises en état, certaines cellules consacrées au musée proprement-dit, d'autres aménagées en chambres d'hôtes pour permettre à ceux qui le désirent de vivre l'expérience de cette réalité à l'intérieur même de l'enceinte de l'église et de permettre un auto-financement.

La concrétisation de ce projet a passionné Ton van Rijen, ainsi que Gabi Teodorescu, son épouse, qui l'a secondé sans relâche dans son entreprise. Mais il a aussi dynamisé la vie de la communauté villageoise, recréé un esprit de solidarité et de travail participatif, dans une communauté qui a connu une émigration très importante. Aussi, en 2013, le Conseil local d'Axente Sever/Frauendorf prit la décision de lui décerner le titre de « citoyen d'honneur » de la commune.

Ton peut en être très fier. Non seulement il a permis la restauration d'un bien du patrimoine « saxon » qui tombait en désuétude, mais il a aussi collaboré à la préservation de la culture de cette minorité culturelle en voie de disparition. Il a participé à la diffusion de la connaissance pluriculturelle de l'histoire de la Transylvanie et, par là même, s'est fait le vecteur du rapprochement des hommes et des cultures. Cela a toujours été sa raison d'être, en Roumanie comme ailleurs.

Les gens qu'on apprécie et qu'on respecte partent toujours trop vite...

Hubert ROSSEL



www.axentesever.com

La dernière partie de la vie de Ton a été totalement consacrée au projet d'Axente Sever, avec l'aide précieuse de Gabi, son épouse

(4) Voir, entre autres, les articles écrits dans les numéros suivants: *Le Réseau*, N° 29, mars 2007, pp. 9-11 ; *Le Réseau*, N° 30, novembre 2007, pp. 18-19 ; *Le Réseau*, N° 36, décembre 2009, pp. 18-21 ; *Le Réseau*, N° 37, avril 2010, pp. 14-15 ; *Le Réseau*, N° 39, décembre 2010, pp. 14-15.

La consultation de ces anciens numéros est disponible en ligne, sur notre site Internet: <http://www.ovr-suisse.ch/reseau/archives>.

de Roumanie - Nouvelles de Roumanie - Nouvelles de Roumanie – Nouvelles

En lien avec les sujets traités dans ce numéro, quelques articles de la presse de ces derniers mois permettant d'aller plus loin sont regroupés en trois thèmes : la période communiste, la vie sociale dans les villages, environnement et tourisme culturel.

La Rédaction

La période communiste

Le communisme au musée

Le Centre d'études d'histoire contemporaine a organisé [en mars dernier, ndlr] un débat public sur la création d'un musée du régime communiste à Bucarest. Si, de manière déclarative, tout le monde semble être d'accord sur sa nécessité, le projet traîne sur l'agenda public depuis de longues années, véritable patate chaude à la fois pour les décideurs politiques et la société civile.

Pourquoi investir dans un nouveau musée du communisme à Bucarest, quand on a déjà un Mémorial des Victimes de ce régime à Sighetu Marmației, dans le nord du pays ? Les réponses à cette question sont multiples, mais au-delà d'éléments tels les dimensions, l'accessibilité, le potentiel touristique (eh oui, c'est un élément incontournable même pour un tel établissement !), c'est la mission qui fait la différence fondamentale entre les deux types d'établissement.

De manière très simplifiée, un mémorial est un monument commémoratif ou un endroit qui présente en détails les conditions de la répression, par exemple, dans des camps de concentration, des prisons de haute sécurité et autres hauts-lieux clos de terreur. De même, un musée est censé mettre ce genre d'abominations dans un contexte général, dresser le répertoire - aussi exhaustif que possible - de causes leur ayant servi de lit, faire des comparaisons, regarder, étudier, encadrer dans la durée un phénomène - social, politique, culturel - sous toutes ses coutures. Toutefois, si l'effet - à savoir la répression - semble faire l'objet d'un consensus au sein de la société roumaine en matière de communisme, l'approche de la cause - la philosophie, le fonctionnement, les agissements quotidiens, le mode de vie imposé par le régime communiste - divise encore les Roumains.

C'est en 1997, après quatre ans de travaux, que la Fondation Academia Civică ouvrirait au public le Musée mémorial aménagé dans la prison de Sighet, lieu d'extermination d'une bonne partie de l'élite intellectuelle roumaine, durant les premières décennies du régime communiste. Ce projet, mené par deux figures marquantes de la dissidence roumaine, Ana Blandiana et Romulus Rusan, allait rester singulier jusqu'à aujourd'hui, les autres pénitenciers du système rouge de répression étant détruits ou abandonnés. Dans certains cas, ils sont des prisons régulières, de droit commun.

En 2013, les députés de l'Union sociale-libérale, au pouvoir à l'époque, ont rejeté un projet de loi des formations d'opposition, visant la création d'un Musée du communisme. En 2015, 92 parlementaires du Parti national libéral reviennent à la charge et avancent une nouvelle initiative qui vise à transformer une partie de l'actuel Palais du Parlement (l'ancienne Maison du Peuple, érigée par Nicolae Ceaușescu en tant que centre de son pouvoir) en un "Musée des horreurs du communisme". La loi est avalisée par le Sénat, mais reste depuis en suspens, à la Chambre des Députés, celle qui aura le dernier mot.

On peut se demander, à juste titre, pourquoi toute cette tergiversation. Le débat organisé la semaine dernière par le Centre d'études d'histoire contemporaine peut nous en donner une idée. Tout en soulignant que

toute rencontre autour de ce sujet est salutaire, car il alimente l'intérêt du public et surtout celui de la jeune génération (comme on a pu le constater en regardant la composition de l'assistance), force est de constater que les experts qui seront vraisemblablement appelés à mettre en place ce musée n'ont pas encore une image claire quant au contenu de cette future institution. Le public non plus, d'ailleurs.

A écouter les interventions fusant depuis la partie "scène" et la partie "salle", un spectateur complètement ignorant de l'histoire des pays de l'Europe Centrale et de l'Est au siècle dernier aurait pu supposer que le communisme est une particularité roumaine. A l'exception du représentant de la Fondation Konrad Adenauer, co-organisatrice de la rencontre, qui a tenté sans succès d'intégrer le projet roumain du Musée du communisme dans une perspective régionale, ni intervenants ni public ne se sont penchés sur ce type d'expériences des autres pays de la région, préférant se rapporter au Mémorial de la Shoah de Washington ou au musée... de la NASA. Or, la Maison de la Terreur de Budapest et le Musée du communisme de Prague sont au moins deux exemples qui pourraient servir d'appui à une véritable réflexion sur l'endroit, la forme et surtout le contenu d'un tel établissement qui lutte contre l'oubli. Il n'est jamais superflu d'apprendre aussi bien des réussites que des échecs de ceux s'étant trouvés dans une situation similaire par le passé, justement pour ne pas répéter les faux pas et les pièges en tout genre, inhérents pour un projet d'une telle importance.

Voilà pourquoi, dans la lumière des cas existants, les conclusions des deux heures du débat auraient dû être, en fait, les prémices de ce dernier. Toutefois plusieurs idées sont à retenir et à développer par les spécialistes. Experts et public ont convenu que le meilleur endroit qui puisse accueillir le musée reste le Palais du Parlement. L'établissement, étayé par un centre puissant de recherches, devrait présenter "une histoire équilibrée du communisme" suivant trois parcours - les rouages et les agissements du système, la répression organisée par le régime et le quotidien des Roumains.

Ce musée, que tout le monde souhaite "vivant" et "produit de l'époque présente", servira, certes, d'appât touristique, mais surtout d'aide-mémoire, expliquant aux adultes nostalgiques pourquoi ce qu'ils perçoivent aujourd'hui comme des avantages du régime communiste n'étaient qu'un leurre bien mis en scène. Dans le même temps - et c'est là le travail le plus difficile - il devra recomposer le grand puzzle de la vie communiste devant les jeunes générations. Un phénomène qu'elles n'ont jamais connu mais qui les fait rêver. Selon un sondage de 2013 (dernier en date sur ce sujet), un peu plus de 34% des jeunes âgés de 18 à 34 ans estimaient que le communisme a été une bonne chose pour leur pays et qu'on vivait mieux à cette époque. Et ils ne faisaient que penser comme près de 45% d'autres Roumains... (...) (Andrei POPOV, journaliste culturel à la rédaction francophone de la Radio roumaine internationale, *Le petit journal*, Bucarest, 29 mars 2016)

*** **

Deux nouvelles plaintes contre des tortionnaires communistes présumés

L'Institut roumain de recherche sur les crimes du communisme (IICCMER) a déposé jeudi au Parquet des plaintes visant deux anciens commandants de prisons communistes, soupçonnés d'avoir provoqué la mort de plus de 200 détenus politiques.

"Nous avons demandé au Parquet de lancer des poursuites pour 'crimes contre l'humanité'", a déclaré le président de l'IICCMER, Radu Preda, au cours d'une conférence de presse.

Marian Petrescu, 84 ans, ex-commandant du pénitencier de Galați (est) entre 1959 et 1966, et Gheroghe Bostina, 86 ans, représentant de la *Securitate* (ex-police politique communiste) dans cette même prison puis dans le camp de travail d'Ostrov (est) entre 1956 et 1964, sont accusés d'avoir "imposé un régime d'extermination" aux détenus, des opposants au régime communiste pour la plupart.

"Les conditions inhumaines dans ces prisons ont entraîné 100 décès imputables à Bostina et 104 imputables à Petrescu", a souligné M. Preda.

Selon des témoignages recueillis par l'Institut, les détenus étaient "frappés, affamés, victimes de pressions psychiques, privés de soins médicaux et forcés de travailler dans des conditions particulièrement dures". Ces deux plaintes s'ajoutent à six demandes de poursuites visant des tortionnaires présumés déposées jusqu'ici par l'IICCMER.

La justice s'est déjà prononcée sur deux de ces dossiers: Alexandru Vișinescu, ancien commandant de la prison de Râmnicu Vâlcea (est), reconnu coupable de crimes contre l'humanité et condamné en appel l'année dernière à 20 ans de prison ferme, et Ioan Ficior, ex-commandant du camp de Periprava (est), également condamné à 20 ans de prison en première instance, début 2016.

"J'aimerais que le Parquet travaille avec une plus grande célérité sur ces dossiers (...) car les témoins comme les tortionnaires présumés risquent de mourir" avant l'ouverture du procès, a indiqué M. Preda, regrettant qu'il existe "peu de procureurs spécialisés dans les crimes contre l'humanité".

Au total, plus de 600 000 Roumains ont été condamnés et emprisonnés pour des motifs politiques sous le régime communiste, entre 1945 et 1989, selon le musée mémorial des victimes du communisme de Sighet.

Les vagues de répression les plus sévères ont eu lieu dans les années 1950. (*L'Orient-Le jour*, Beyrouth, 1er juillet 2016)

Vie socio-économique dans les villages

Développer une classe moyenne dans les villages roumains

En marge de l'annonce de mesures visant à inciter les petites fermes roumaines à accéder aux fonds européens, c'est toute une nouvelle dynamique autour de la campagne que le gouvernement tente d'insuffler. Un projet ambitieux..

Le gouvernement, emmené par l'ancien Commissaire européen à l'agriculture, Dacian Cioloș, tente de bouger les lignes en matière d'accès aux fonds européens par les petits fermiers. Le postulat de départ serait que les grandes fermes ne répondraient pas aux besoins des populations, les régions dans lesquelles se trouvant de grandes exploitations étant les plus pauvres du pays. Première mesure envisagée : la diminution du seuil de productivité pour les petites fermes. D'après les études du gouvernement, 97 % des fermes des villages roumains ne pourraient toucher de fonds européens à cause

de ce seuil fixé à 8 000 euros - qui devrait ainsi être baissé à 4 000 euros. Autre mesure que le gouvernement va mettre en place pour favoriser l'accès aux fonds : ne pas exclure les fermiers ne possédant pas des surfaces agricoles d'un même tenant. D'une manière plus générale, c'est l'ensemble du processus d'obtention des papiers requis pour accéder aux fonds qui devrait être allégé, avec, en sus, la redéfinition du concept de ferme de famille pour faciliter les démarches. L'exécutif actuel, présent en début de semaine dans la région d'Alba Iulia, a réaffirmé sa volonté de "favoriser la création d'une classe moyenne dans les villages roumains". Et par là même sortir du modèle où seuls de gros projets européens verraient le jour, au détriment de petits projets à taille humaine. Ainsi, Dacian Cioloș a pour ambition de voir apparaître une plus grande diversité de start-ups en milieu rural, toujours sur la base d'un soutien européen. Il a ainsi évoqué des dispositifs pour des fermes comptant 50 chèvres et des productions sur des surfaces de 5 hectares, sous, là encore, les 8 000 euros de production. Pareil pour les fermes apicoles, envisagées à petite échelle : 80 ruches et 4 000 euros de production, ainsi que, là aussi, les fermes maraîchères d'une surface de 1 hectare et moins de 8 000 euros de production. Des seuils, là encore bas en vue de soutiens européens, ont également été évoqués pour la culture de la noix, des haricots et des petits pois. Ces seuils d'éligibilité devraient être modifiés dans les prochains mois et être opérationnels cet automne. Plus globalement, le gouvernement veut par là faire face aux nombreux départs à l'étranger ainsi qu'à la vente des terres agricoles. Le ministre de l'Agriculture, Achim Irimescu, a en outre annoncé que la Roumanie allait avoir la plus importante subvention par tête de bétail de toute l'UE, plus de 300 euros par animal. Le pays compte actuellement trois millions d'agriculteurs, dont la moitié environ pratique une agriculture de subsistance. Seule une partie d'entre eux sont rassemblés en associations. Ceux pour qui c'est le cas vont être avantagés fiscalement, a annoncé le gouvernement. (*La rédaction, Le petit journal*, Bucarest, 29 mars 2016).

*** **

Une ferme sociale entièrement bio à 30 km de Bucarest

C'est sans doute une initiative unique en Roumanie, mais qui semble avoir un bel avenir devant elle. L'association de réinsertion sociale *Ateliere fără frontieră* a mis en place une ferme bio dans la commune de Ciocănari (nord de Bucarest). Une vingtaine de personnes en difficulté vont y travailler. Le concept a fait ses preuves en France. Les premières récoltes sont en cours.

Ecrasés par un soleil de plomb, des ouvriers agricoles s'affairent sur une étendue de quatre hectares, équipés de huit serres de 4 000 m². Cette petite ferme maraîchère ressemble aux nombreuses autres que l'on trouve dans le sud du pays. Mais les apparences sont trompeuses, car la ferme Bio&co de *Ateliere fără frontieră* (AFF) est sans doute unique dans son genre en Roumanie. L'engrais utilisé est celui d'un compost géant, alimenté par les déchets de fruits et légumes de plusieurs hypermarchés de Bucarest. Les ouvriers sont des personnes en difficultés et en cours de réinsertion. Enfin, la production est 100 % naturelle (la ferme se trouve en période de conversion et devrait obtenir son label bio prochainement).

Sebastian Georgescu, l'ingénieur agronome en charge de l'exploitation n'a jamais fait de bio, mais il apprend sur le tas. "*Je pique des recettes sur Internet pour faire mes insecticides naturels*, raconte-t-il. *Par exemple, je fais une mixture de lait et de farine avec laquelle*

j'asperge les tomates pour éloigner les araignées, ou alors je fais macérer des orties. Et ça marche." Petrisor, lui, travaille torse nu sans se soucier du soleil. C'est l'un des ouvriers en réinsertion. "Je commence à me faire au travail des champs, j'apprends la discipline", dit-il en souriant. La vingtaine, un peu gauche, il pioche et désherbe autour des serres. Il y a quelques semaines en arrière, il est sorti de l'orphelinat du village voisin, dans lequel il avait grandi. Il n'avait ni carte d'identité, ni argent et pour tout bagage un sac en plastique et une paire de jeans de rechange. S'il n'était pas tombé sur AFF, il aurait quand même travaillé dans les champs, mais en Espagne, dit-il. Il serait certainement parti par le biais d'un des nombreux réseaux plus ou moins légaux qui existent dans la région.

Une politique sociale dépassée

"Nous nous sommes inspirés du réseau Cocagne en France, qui rassemble une centaine de jardins sociaux et bio, explique Raluca Ouriaghli, la directrice de l'AFF. Ce modèle nous a plu parce qu'il y a un rapport à la vie et à la nature qui est extrêmement utile pour des personnes en difficulté." AFF est l'une des rares associations à se préoccuper de ces personnes en difficulté, qui peuvent avoir des histoires très différentes : expérience carcérale, handicap physique ou mental, détresse économique, orphelins. "Nous ne voulons pas avoir de population cible, car cela entraîne une sorte d'exclusion indirecte, détaille Raluca Ouriaghli. Nous estimons, par exemple, que les Roms qui sont en difficulté ne le sont pas parce qu'ils sont Roms, mais parce qu'il cumulent des problèmes sociaux-économiques [sic]."

Très répandues en France, les entreprises sociales n'existent quasiment pas en Roumanie. Un réseau national en rassemble à peine plus d'une dizaine. Bien trop peu pour un travail gigantesque à l'échelle du pays, où les institutions en charge de l'aide sociale sont bien souvent dépassées et pas forcément très adaptées. "Les personnes en difficultés sont soit dépendantes des services sociaux, soit en dehors de tout mécanisme d'aide", ajoute Raluca Ouriaghli. Le problème des politiques sociales roumaines est toutefois plus complexe, estime la sociologue Raluca Popescu. "Depuis 1989, nous avons une approche réactive et faisons face aux problèmes lorsqu'ils apparaissent sans essayer de les anticiper, dit-elle. Mais le plus dommageable, c'est que l'Etat manque cruellement de ressources et les problèmes sociaux sont très nombreux."

La ferme Bio&co commence à voir sortir ses premiers légumes de terre. Elle a l'ambition d'en faire pousser 80 variétés différentes dans les mois à venir et de les vendre par le biais d'un système d'abonnements hebdomadaires à des paniers de saison. Les inscriptions sont déjà ouvertes. (Jonas MERCIER, *Le petit journal*, Bucarest, 18 juillet 2016)

Environnement et tourisme culturel

Un immense parc national dans les Carpates est dans les cartons du ministère de l'Environnement

La Roumanie pourrait avoir prochainement le plus grand parc national d'Europe à cheval sur plusieurs massifs montagneux au cœur des Carpates méridionales.

La ministre de l'Environnement, Cristiana Pașca Palmer, a survolé en fin de semaine dernière plusieurs massifs des Carpates méridionales afin d'évaluer les effets des coupes de bois illégales ainsi que les possibilités de reconstruction écologique. L'équipe gouvernementale envisagerait sérieusement de rassembler plusieurs massifs en un grand

parc national, d'une dimension de 200 000 hectares - soit 2 000 km². Cela en ferait le plus grand parc national d'Europe, avec le rapprochement de Piatra Craiului, des monts Făgăraș et Bucegi, mais aussi des massifs de Leaota et Iezer-Păpușa. Parmi ces massifs montagneux qui pourraient former cette nouvelle entité, seuls Piatra Craiului et les monts Bucegi disposent à l'heure actuelle du statut de parc national. Pour le reste, la situation est plus floue, notamment du point de vue du statut Natura 2000 qui recense, quant à lui, des sites naturels ayant une grande valeur patrimoniale de par la faune et la flore qu'ils contiennent. Les monts Făgăraș, eux, disposent entièrement du statut Natura 2000, tandis que les monts Leaota et Iezer-Păpușa ne sont, sans réels motifs apparents, que partiellement inclus dans cette classification qui est beaucoup plus permissive que celle de parc national. La ministre veut donc rassembler ces massifs afin, selon elle, "de constituer une zone naturelle immense, protégée et sauvage, et en faire l'équivalent européen de Yellowstone aux États-Unis ou du Parc national Serengeti en Tanzanie - Afrique de l'Est. Le contexte est semble-t-il favorable pour ce type de projet écologique, notamment après les - très - nombreux scandales de coupes illégales de bois. Le ministère, ainsi que les experts, notamment de chez Pro Carpathia et de l'EAI - Agence internationale de l'environnement -, affirment miser sur le développement de l'écotourisme dans une région comptant 450 000 de personnes. Peu de voix tempérent pour le moment une initiative qui, à l'image du cas du delta du Danube et de sa Réserve naturelle, pourrait largement sanctuariser un très vaste territoire sans réellement prendre en compte les intérêts des populations locales. (La rédaction, *Le petit journal*, Bucarest, 29 février 2016)

*** **

Grosse rénovation en vue pour la forteresse de Râșnov

La forteresse de Râșnov, qui depuis le XIII^e siècle trône sur la colline calcaire surplombant le bourg du même nom, va entrer dans un vaste projet de rénovation. Celle-ci va inclure l'enceinte ouest du site ainsi que les infrastructures connexes, dont les espaces dédiés aux expositions. Très visité, le lieu va ainsi bénéficier d'un lifting estimé à près de 4 millions d'euros. Pour le moment, il n'est pas clair comment va être réparti l'investissement entre les collectivités locales et l'Etat roumain. Rappelons que Râșnov a particulièrement misé sur le tourisme en se dotant de différentes infrastructures : un ascenseur pour accéder à la forteresse depuis le bourg, un Dino Park, une base sportive de saut à ski dans une vallée non loin du site, ainsi que la rénovation du centre-ville de Râșnov. Les autorités locales veulent désormais mettre davantage le paquet sur les festivals et concerts dans l'enceinte même de la forteresse. Ce sont les chevaliers teutoniques qui ont construit la première forteresse en 1215 ainsi que le bourg germanique actuel. Les Romains y avaient déjà érigé bien avant eux un *castrum*. Avant le déménagement de la douane entre la Valachie et la Transylvanie plus à l'ouest sur le couloir Rucăr-Bran, à la fin du XIV^e siècle, la forteresse de Râșnov était la première fortification après l'entrée en Transylvanie. C'est aujourd'hui un important lieu touristique. Depuis le début de l'année, celle-ci a été visitée par plus de 120 000 personnes, soit 40 000 de plus que l'an passé sur la même période. La commune comprend environ 15 000 habitants, principalement des Roumains, mais aussi des Saxons, des Hongrois et des Roms. (La rédaction, *Le petit journal*, Bucarest, 15 juin 2016)

*** **

Le problème des forêts roumaines

Nous sommes revenus à de nombreuses reprises – dans cette rubrique des *Nouvelles de Roumanie* – sur le thème de l'exploitation démesurée et non contrôlée des forêts dans le pays. Nos partenaires de Kászontíz/Plăieșii de Jos, en Harghita, ou ceux de Telciu, dans le județ de Bistrița Năsăud, ont déjà attiré notre attention sur cette question. Et nous sommes bien conscients que le sujet nécessiterait une recherche approfondie et une présentation de synthèse.

Toutefois, nous avons été frappés, ces derniers temps, par la régularité avec laquelle l'ensemble de la population roumaine commence à réagir face à cette réalité et se met à la dénoncer. Et certains d'attirer l'attention sur la situation particulièrement catastrophique qui prévaut dans le Maramureș ou le județ de Suceava, tout au nord du pays.

Mais, plutôt que des longs commentaires, deux photos sont particulièrement parlantes, prises le long de la frontière entre la Roumanie et l'Ukraine.

Sur ces deux captures d'écran faites sur Google Earth, la ligne jaune qui marque le tracé de la frontière est vraiment inutile... Les coordonnées permettent de retrouver l'endroit exact de la commune de Vicovu de Sus sur la rivière Suceava, à quelques km au nord

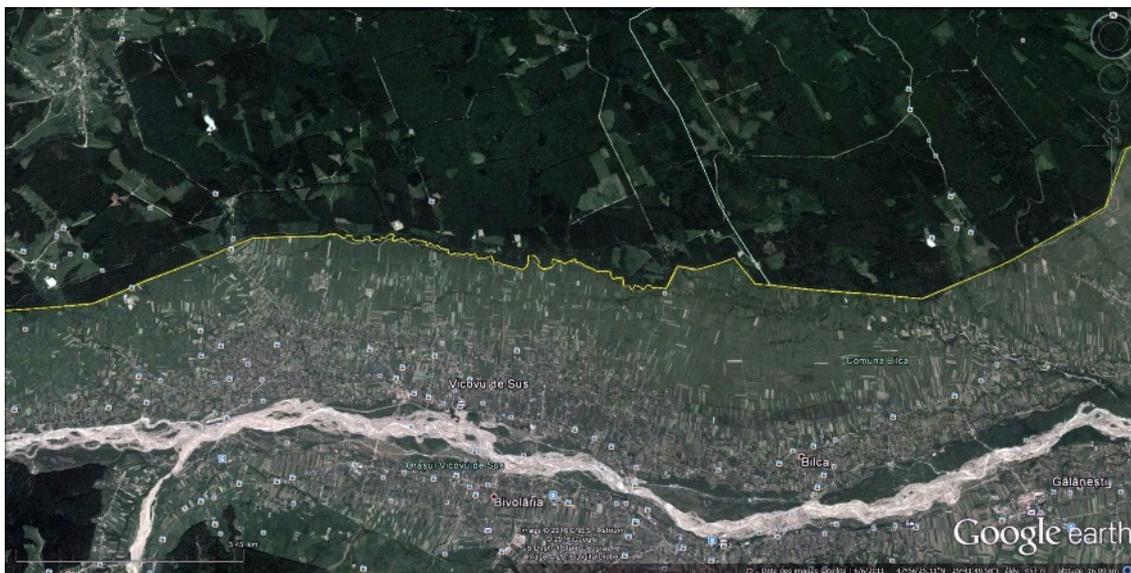
du monastère de Putna, pour la région de la Bucovine, sur la première, ainsi que pour celle du nord du Parc naturel des Monts Maramureș, où la forêt est exploitée en toute illégalité, sur la seconde.

Actuellement, la forêt roumaine représente à peu près 30 % de la superficie du pays, avec un peu plus de 6 500 000 ha. Un tiers de ces superficies sont formées de forêts primaires, dont 400 000 ha sont considérées comme des « forêts vierges », qui n'ont pratiquement pas été modifiées par l'homme. La majorité de ces forêts se trouvent dans les montagnes, ce qui rend leur exploitation plus difficile et leur contrôle plus aléatoire...

Durant la période communiste, l'Etat avait nationalisé les forêts privées, puis, après son effondrement, des lois de restitution ont permis une partie de leur retour aux proprié-

taires privés. Mais une mauvaise gestion et un manque de savoir-faire ont favorisé un déboisement important et, surtout, anarchique. Des coupes illégales se sont multipliées de façon exponentielle, malgré les organismes qui ont été mis en place pour essayer de gérer sa gestion: ROMSILVA pour la forêt publique et la Régie Nationale des Forêts (RNF) pour la forêt privée, gérée soit par des particuliers ou par des associations de propriétaires, tels que les consortages.

Mais la politique forestière n'est pas vraiment une priorité pour l'Etat, ce qui favorise un déboisement massif. De nombreuses forêts sont exploitées par leurs propriétaires au-delà des limites prévues par la loi, sans compter les bandes organisées de voleurs qui effectuent des coupes rases au milieu des massifs pour ne pas être repérés trop facilement et dérobent purement et simplement le bois.



Et que dire de l'Etat lui-même qui revend des forêts publiques à de grandes entreprises étrangères ? Une privatisation qui ne profite pas au pays, inutile de le préciser.

La Rédaction

*** *** ***



Annonces

Pour vos déplacements entre la Suisse et la Roumanie

Wizz Air (www.wizzair.com)

!!! **La ligne Genève-Cluj est supprimée** depuis la fin du mois de juillet 2016 !!!

Bucarest-Genève : lundi et vendredi 6h00

Genève-Bucarest : lundi et vendredi 8h20

Cluj-Bâle : mardi et samedi 12h55

Bâle-Cluj : mardi et samedi 14h35

Bucarest-Bâle : lundi et vendredi 13h25

Bâle-Bucarest : lundi et vendredi 15h30

De **Bergamo/Milan**, il y a des vols pour Bucarest, Craiova, Cluj, Iași, Sibiu ou Timișoara

Wizzair propose également un vol interne quotidien Bucarest-Cluj (sauf le samedi). [Voir ci-contre ↗]

Blueair (www.blueairweb.com)

De **Lyon** : vols pour Bucarest ou Iași

De **Bergamo/Milan** : vols pour Bacău, Constanța et Bucarest

Groupe Swiss (www.swiss.ch)

Genève-**Bucarest** (via Zürich)

Genève-**Cluj** (via Munich ou Vienne)

Egalement via Munich, Frankfurt ou Vienne des vols pour **Sibiu**

Tarom (www.tarom.ro)

Genève – **Bucarest** (vérifier les horaires de vol)

Eurolines (www.eurolines.com)

Eurolines propose des voyage en autocar entre la Suisse et la Roumanie

Wizz Air se met aux vols intérieurs et débute avec Bucarest-Cluj à partir du mois de juillet

La compagnie low cost Wizz Air se lance dans les vols internes en Roumanie en proposant, à partir du 22 juillet prochain, des courses **Bucarest - Cluj-Napoca** tous les jours de la semaine, sauf le samedi. Le prix des billets devrait démarrer à partir de 39 lei - 9 euros. Les avions décolleront six jours sur sept de l'aéroport Avram Iancu de Cluj-Napoca vers l'aéroport Otopeni de Bucarest à 20h35. Dans le sens inverse, de la capitale vers Cluj-Napoca, les avions partiront à 21h55.

Toujours au départ de Bucarest, la compagnie a annoncé également proposer à partir de septembre prochain des vols vers **Budapest**.

Originaire de la capitale hongroise, Wizz Air a transporté 19 millions de passagers l'an passé et compte 8 aéroports en Roumanie. (www.lepetitjournal.com/Bucarest, 20.01.2016)

Du neuf sur notre site Internet

Nous allons renommer l'avant-dernier onglet de notre site pour élargir la portée de son contenu. De « Annonces » il devient « **Partage / membres** ».

Nous espérons qu'il répondra ainsi à la demande formulée par plusieurs de nos membres, pour permettre non seulement d'annoncer des activités, mais aussi de faire figurer des rapports d'activités ou de formuler des demandes. Il permettra ainsi de renforcer le partage d'activités et d'expériences entre nos membres.

Envoyez-nous tous les documents que vous désirez voir figurer sur le site (soit à secretariat@ovr-suisse.ch, soit à webmaster@ovr-suisse.ch) et nous les mettrons en ligne pour permettre aux autres de pouvoir bénéficier de vos expériences ou de répondre à vos requêtes.

La Rédaction



Le prochain numéro du *Réseau* paraîtra en décembre 2016. Nous vous invitons à remettre vos manuscrits pour le 15 novembre au plus tard. Merci !